

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERATIUNEA BALCANICA

بالتماز فدراسيونى

Adressez la correspondance à
F. LINDNER, Wien, IX.
 Postamt 72, Postfach No. 37.

Paraissant tous les
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois ;
 5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche
 10 cent et 1 dollar pour tous pays restants

SOMMAIRE

• TEXTE FRANÇAIS (417—426)
D. Vladislavow: La paix dans les Balkans.
B. Peyani: A Mr. le Président de la sixième assemblée de la S. D. N.
D. Vlahoff: Les luttes du peuple macédonien pour la liberté (Suite III.)
G. Kazanovsky: Le gouvernement de Tsankoff devant la conscience publique.
Fonds de secours anglais aux veuves et orphelins bulgares (Appel — Rapport).
Rapport sur la visite en Bulgarie du Colonel Rt. Hon. Josiah G. Wedgwood, député, de Mr. W. Mackinder, député et du Colonel C. L. Malone.
Revue de la Presse:
 Daniel Renoult: Une enquête française en Bulgarie. Tableaux de Roumanie. La situation dans les Balkans.
 La C. G. T. U. de France contre la terreur blanche en Roumanie (Protestation)

TEXTE ALLEMAND (426)
 Daniel Renoult: Eine französische Enquete in Bulgarien.
 TEXTE ALBANAIS (426—427)
 Maranaj: Drejtësi Iazzaroniane.
 TEXTE SERBE (427—428)
 K. J.: Бугарска — крваво море.
 TEXTE ROUMAIN (428—429)
 I. Mihalache: Piere Basarabia! ...
 TEXTE BULGARE (429—430)
 Д. Владиславов: Мирът на Балканите.
 Г. Казановски: Правителството на Цанков пред обществена свест.
 TEXTE CROATE (432)
 M. Sarajić: „Hrvatski Narodni Federalistički Savez“ i „Savez Federativnih Slobodnih Republika“ na Balkanu.

PARTIE FRANÇAISE

La paix dans les Balkans

La paix dans les Balkans! Elle est désirée par tous les peuples balkaniques. Les guerres de 1912-13 furent menées en son nom; tous les États balkaniques participèrent dans la guerre mondiale aussi en son nom. Et pourtant aujourd'hui, sept années après la fin de cette guerre, il n'existe pas encore la paix dans les Balkans.

La paix dans les Balkans! Elle est tant désirée par les peuples balkaniques. Et cependant, dans la situation actuelle, même les plus grands optimistes ne pourraient faire accroire à personne qu'elle soit en perspective.

Avant la guerre balkanique, les gouvernements balkaniques et tous les partis et organisations bourgeois croyaient que la paix ne pouvait pas s'établir dans les Balkans, parce que la Macédoine et la Thrace faisaient parti de l'Empire Ottoman. On pensait qu'en détachant ces contrées de la Turquie et en les partageant entre les États balkaniques, les problèmes de la Macédoine et de la Thrace seraient résolus.

La guerre balkanique éclata. Elle se termina par la victoire des États balkaniques alliés contre la Turquie. Le traité de Londres fut signé. La Turquie céda ces provinces aux états victorieux.

Mais la guerre balkanique n'était pas encore à sa fin que les alliés commencèrent à préparer la guerre entre eux. La proie était convoitée. Ils se la disputèrent.

La guerre entreligués éclata. Elle finit par la victoire de la Serbie, de la Grèce, de la Roumanie, et de l'ennemi commun de la veille — la Turquie. Un nouveau partage de la proie eut lieu. Le Traité de Bucarest de juin 1913 sanctionna les butins.

Les guerres de 1912-13 furent menées, comme toutes les guerres de conquêtes, sans qu'il soit donné aux peuples balkaniques la possibilité d'exprimer leurs désirs. Les guerres furent menées pour „la libération“ des peuples chrétiens en Turquie d'Europe, et particulièrement du peuple macédonien, sans que ces peuples aient pu exprimer leurs désirs d'être „libérés“.

La Turquie fut chassée de l'Albanie, de la Macédoine et de la Thrace occidentale. Mais la paix ne fut tout de même pas rétablie dans les Balkans. Au contraire, — à l'exception de l'Albanie qui obtint une indépendance apparente et devint l'arène des luttes de la convoitise de l'impérialisme européen — la situation des peuples chrétiens „libérés“ devint pire qu'elle ne l'était avant ces guerres. L'esclavage sous le joug „non-chrétien“ se montra avoir été un bien-être en comparaison avec les régimes libérateurs des gouvernements des „frères chrétiens“ balkaniques. Les peuples chrétiens de l'ancienne Turquie d'Europe, et particulièrement le peuple macédonien, furent soumis à des régimes incomparablement plus durs, plus oppressifs que sous le pouvoir turc, surtout que sous celui de la Turquie constitutionnelle de 1908—1912.

Vint la guerre mondiale. Elle se termina par une nouvelle modification de la carte des Balkans. Un nouvel état fut formé. Les peuples de la Macédoine et de la Thrace restèrent de nouveau sous le joug des gouvernements étrangers. Nous avons trop souvent eu l'occasion de publier en ces lieux le caractère du régime en Macédoine et en Thrace pour qu'il soit nécessaire, à présent, de nous arrêter de nouveau sur ces points.

Après la guerre mondiale, la situation des peuples opprimés de la Macédoine et de la Thrace empira. Il en fut

de même de celle des divers peuples slaves et du peuple albanais qui „s'annexèrent volontairement" au nouveau pouvoir yougoslave.

La situation des états balkaniques d'aujourd'hui n'est pas stable. L'idée qui guidait les gouvernements bulgare, serbe et grec avant 25 à 30 ans, cette idée qui les guidait aussi lorsqu'ils conclurent l'alliance d'offensive de 1912-13, continua à les guider aussi après la guerre mondiale: c'était et cela persista à être l'idée de conquêtes, d'annexions de nouveaux territoires; cette idée constitue toujours le fond de la politique de ces gouvernements.

Cependant, cette politique de conquêtes ne se manifeste pas de la même manière chez tous ces gouvernements. Le gouvernement de l'état balkanique le plus puissant, de la Yougoslavie, donne le plus d'indices, le plus de preuves de ce qu'il ne vise qu'à annexer de nouveaux territoires et de l'Albanie, et de la Grèce, et de la Bulgarie. Se trouvant dans l'impossibilité de réaliser ces désirs aujourd'hui, il se contente, pour le moment, de renforcer ses positions vis-à-vis des autres états balkaniques, desquels il veut arracher de nouveaux territoires.

Le monarchisme et le militarisme serbes ont réussi à renforcer leur influence en Albanie en renversant le gouvernement de Fan Noli et en le remplaçant par leur créature, Ahmed Zogou; ils espèrent réussir au moment propice à annexer des territoires de l'Albanie.

Le gouvernement yougoslave s'efforce par tous les moyens — tirant parti, aujourd'hui d'un attentat contre son représentant militaire à Sofia, demain de quelques déclarations d'un ministre de Tsankoff, un autre jour de la disparition de l'un de ses sujets, etc. etc., pour forcer le gouvernement bulgare, qui a perdu tout crédit et tout prestige dans le pays, à satisfaire ses exigences, jusqu'à ce que le moment favorable arrive pour s'emparer de Pernik, de la région de Pétritch, et peut-être aussi du département de Kustendil.

Cependant, jusqu'à l'arrivée de ce moment, il veut se servir du gouvernement Tsankoff pour renforcer sa position vis-à-vis de son allié d'il y a quelque temps.

En ce qui concerne la politique balkanique des dictateurs fascistes bulgares, elle est maintenant délayée.

Ce gouvernement qui accomplit le coup d'état du 9 juin 1923 parce que Stamboliisky, s'étant entendu avec Pachitch et déclarait se désintéresser de la situation du peuple macédonien en Yougoslavie, non seulement accepta lui-même l'entente conclue par Stamboliisky, mais il ruina depuis deux ans et demi le prestige de l'armée, sacrifia la dignité des ministres, supporta des humiliations inouïes et imposa au peuple bulgare des réquisitions et des charges de réparations, par lesquelles, il rendit impossible la vie des masses populaires bulgares. Il vendit les intérêts les plus vitaux du peuple bulgare. Il persécuta le mouvement libérateur macédonien et aujourd'hui il est prêt à vendre à Pachitch-Karageowitch ses plus fidèles serviteurs: les verhovistes macédoniens et leurs organisations en Bulgarie, pourvu qu'il gagne la faveur du gouvernement serbe et obtienne de la miséricorde de Pachitch, que ce dernier renonce à occuper des terres de l'état actuel bulgare. Toujours avec le concours de Pachitch, ce gouvernement espère même devenir un jour maître de quelque nouveau lopin de terre macédonie ou thracien.

Le gouvernement grec, de son côté, en voyant les appétits des impérialistes serbes grandir tous les jours, en remarquant que les efforts de Tsankoff de se „rapprocher" du gouvernement serbe sont sur la voie de donner un certain résultat — provisoire — contemple sa situation politique avec inquiétude.

Par l'essai de donner le change, que le gouvernement Politis fit l'an dernier en signant l'entente pour la protection des minorités bulgares en Macédoine, le gouvernement grec comptait neutraliser la Bulgarie. Il n'y réussit cependant pas. Par la dénonciation de l'alliance gréco-serbe de 1913 le gouvernement yougoslave força Mikhalakopoulos à renoncer à l'entente conclue à Genève. Mais ceci ne suffit pas à Pachitch. Il ne se contenta pas même de la reconnaissance des droits des minorités „slaves" en Macédoine. Il exprimait tous les jours de nouveaux désirs.

La conduite du gouvernement yougoslave provoqua de grandes craintes dans les milieux du gouvernement et de la bourgeoisie grecs et particulièrement dans les cercles militaires. Les ligues militaires sonnèrent l'alarme immédiatement. Elles déclarèrent qu'on ne pouvait plus faire des concessions à la Serbie.

Le 25 juin 1925 le général Pangalos accomplit son coup d'état avec le mot d'ordre que la patrie était en danger et qu'à la tête de l'administration devaient prendre place des

personnes capables de résister à la politique agressive du gouvernement yougoslave vis-à-vis de la Grèce. A Belgrade on considéra avec méfiance le nouveau gouvernement grec qui, cependant, s'empressa de rassurer sa voisine du nord, en déclarant désirer vivre dans des relations les plus amicales avec elle. Le gouvernement Pangalos ne pouvait pas agir autrement, malgré que ce gouvernement, comme tous les gouvernements précédents, ne renonça jamais à l'idée d'annexer de nouveaux territoires, de l'Albanie en particulier.

Le gouvernement grec devait se maintenir sur une position défensive, il devait se montrer défenseur du *statu quo* des Balkans, parce qu'il se sentait trop faible pour exprimer un désir quelconque de conquêtes.

Il fallait, pourtant, trouver une issue à cette situation.

Le général Pangalos savait que le gouvernement yougoslave continuerait à exiger les plus grandes concessions politiques et économiques de la Grèce; il craignait surtout que l'accomplissement des désirs de ce gouvernement quant à l'élargissement de la zone serbe à Salonique, à la prise de la concession de l'exploitation du tonçon Salonique-Guevguéli de la ligne ferrée de Salonique-Zoubetche, et à la protection des minorités „serbes" en Macédoine — ne renforcent les positions de la Yougoslavie vis-à-vis de la Grèce à un point que, prochainement, il réussisse à étendre son pouvoir jusqu'à Salonique.

Aussi Pangalos appela-t-il comme arbitres les états européens de l'occident.

Le gouvernement grec déclara publiquement, par son ministre des affaires étrangères Rendis, que la Grèce désirait que toutes les questions non-résolues entre elle et la Yougoslavie soient réglées d'une manière amicale, qu'elle proposait la conclusion d'un traité d'arbitrage obligatoire; puis encore, un traité de sécurité, évidemment sur la base des traités de paix existants.

Comme on devait s'y attendre, la proposition de Rendis ne fut pas bien accueillie par le gouvernement yougoslave. Elle échoua malgré que quelques unes des grandes puissances et des représentants en vue de l'opinion publique européenne, tel que le Prof. Aulard, montrèrent de la sympathie à la démarche du ministre grec des affaires étrangères. L'essai de ce dernier de soumettre ces questions à la session de cette année de la Société des Nations, fut vain. A la place d'une conférence générale de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Roumanie pour la conclusion d'un traité d'arbitrage obligatoire et d'un pacte de sécurité, comme Rendis le proposait, le gouvernement grec se contenta de la proposition faite par le gouvernement yougoslave, de reprendre les pourparlers interrompus sous le cabinet Mikhalakopoulos pour le rétablissement de l'alliance serbo-grecque.

On peut prévoir, dès maintenant, les résultats de ces pourparlers. Le gouvernement yougoslave réussira à s'imposer, parcequ'il est le plus fort. Il obtiendra les concessions exigées. Mais les affaires n'en resteront pas là. Le gouvernement yougoslave continuera à poursuivre le but de conquérir le territoire macédonien jusqu'à Salonique.

Telle est la situation actuelle dans les Balkans.

* * *

Il n'y aura pas de paix dans les Balkans. Il ne peut pas en avoir tant que des Tsankoff, des Pachitch et des Pangalos sont au pouvoir dans les pays balkaniques et tendent à conquérir de nouveaux territoires, et tant qu'ils refusent à reconnaître aux peuples leur droit d'auto-détermination. Actuellement les gouvernements balkaniques continuent la politique de leurs prédécesseurs de conquérir et d'opprimer les peuples. Ils considèrent les peuples balkaniques comme un troupeau de moutons, dont ils peuvent disposer comme ils veulent.

Nous le répétons; tant que des partis et des personnes qui tendent à conquérir des terres étrangères et à opprimer les masses populaires, sont les maîtres dans les pays balkaniques, il n'y aura pas de paix dans les Balkans. Les peuples et les masses ouvrières opprimées ne peuvent se réconcilier et ne se réconcilieront jamais avec l'ordre actuel des choses dans les Balkans.

Malgré toute modification pouvant avoir lieu sur la carte des Balkans, malgré toutes les ententes que font les potentats balkaniques actuels entre eux, malgré les sanctions qui sont données à ces ententes par les états impérialistes européens — il n'y aura pas de paix dans les Balkans.

Une véritable paix dans les Balkans ne peut s'établir que lorsque les régimes sanglants dans les pays balkaniques seront écroulés et que les peuples auront le droit de se gouverner eux-mêmes. Et cela ne peut se faire que par la Fédération Balkanique.

D. Vladislavov

A Mr. le Président de la sixième assemblée de la S. D. N.

Monsieur le Président!

En date du 26 Septembre 1924, nos comités, représentés par une délégation spéciale dûment accréditée, sont venus renouveler leurs doléances à la Société des Nations et réclamer son intervention pour forcer le gouvernement de Belgrade à respecter les droits imprescriptibles des minorités albanaises.

Cette démarche ne semble pas avoir abouti, car aucun résultat concret n'a été signalé.

Au contraire, maintenant comme auparavant, plus de la moitié du peuple albanais continue à se débattre dans la même situation difficile, tendant de tous ses vœux vers la liberté. Bien plus, au cours de l'année présente, nos comités ont constaté et enregistré une aggravation, car:

1. Une armée yougoslave à peine maquillée s'est abattue sur l'Albanie libre (les 12-25 décembre 1924). Elle a tué ou assassiné les principaux leaders de nos comités (Baïram Tzouri, Arslan Tzouri, Zia Dibra, Salih Tchéka, Houloussi Thatchi). Les autres ont dû s'expatrier et chercher refuge à l'étranger.

2. Le journal „Hak“, organe des minorités ethniques, qui paraissait à Uskub, fut obligé de suspendre sa publication.

3. L'organisation politique „le Djémiet“, dirigée principalement par les Albanais de Kossovo et de la Macédoine, fut dissoute.

4. Les leaders politiques albanais des régions précitées furent incarcérés et torturés durant plusieurs mois, notamment Ferhad bey Draga, Akif Hadji Ahmed, etc.

5. Des représailles saignantes furent exercées dans différentes régions de Kossovo, particulièrement à Prizrène, Katchanik, Drénitza, Lap, Golak, toujours sous le fallacieux prétexte de réprimer les „catchaks“.

6. L'émigration en masse vers la Turquie continua. Elle ne put être arrêtée que par l'énergique intervention du gouvernement d'Angora, qui refusa d'accepter les émigrés albanais.

7. Grâce à ces mesures terroristes en Albanie libre — elle ne l'est plus — et en Albanie irrédimée, le régime yougoslave est parvenu à faire triompher le parti de M. Pachitch aux dernières élections. Le „Djémiet“ avait quatorze députés dans la Skoupchtina précédente de la Yougoslavie; aujourd'hui il n'en a plus aucun.

Le but visé par le gouvernement de Belgrade saute aux yeux les moins avertis et c'est toujours le même: changer petit à petit la physionomie ethnique de toute la région albanaise, par tous les moyens, par la violence surtout, par le fer et par le feu. Et cela en plein XXe siècle, sous les yeux du monde civilisé qui regarde et se tait!

Monsieur le Président!

En relevant ces faits et en les portant à la connaissance de la Sixième Assemblée de la Société des Nations, nos comités croient remplir simplement leur mission en suivant la voie pacifique et légale.

Ils souhaitent ardemment que la Société des Nations, conformément à ses statuts, prenne des mesures plus radicales pour mettre fin à une situation aussi déplorable.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre plus haute considération.

Genève, le 25 Septembre 1925.

B. Pejani

Représentant des Comités
Unis des Albanais irrédimés

Les luttes du peuple macédonien pour la liberté

(Suite III.)

L'O.R.I.M. et le régime constitutionnel en Turquie.

La gauche de l'Organisation Révolutionnaire, c'est-à-dire ceux qui travaillaient ardemment pour l'autonomie de la Macédoine et pour la consolidation du régime constitutionnel en Turquie, la conquête de larges libertés démocratiques, le droit d'autodétermination, et enfin cherchaient à mener la lutte commune avec les organisations de même nature des autres peuples de la Turquie, — fondées sur les mêmes principes politiques.

Ces hommes de la gauche menaient une lutte énergique et hardie contre le nationalisme et le chauvinisme jeune-turc

et contre la politique réactionnaire des gouvernements turcs de cette période, mais ils luttèrent en même temps aussi contre la politique criminelle et provocatrice des gouvernements et de la cour bulgares.

Par contre, les hommes de la droite travaillaient, soit légalement, soit au moyen des fchétas, à compromettre le régime constitutionnel en Turquie.

Durant cette période, de 1908 à 1912, c'est-à-dire de la proclamation du régime constitutionnel en Turquie jusqu'à la guerre balkanique, le régime existant en Turquie permettait la lutte politique légale, malgré que les gouvernements turcs rendaient cette lutte difficile par leurs procédés réactionnaires et chauvinistes, par la terreur qu'ils exerçaient sur les minorités nationales, en particulier sur les Macédoniens. A cette époque, si la lutte simultanée et à l'unisson de toutes les nationalités en Turquie, intéressées à une solution rationnelle des questions nationales et la démocratisation de l'organisme étatique et public, avait pu être menée en commun avec les milieux turcs démocratiques et socialistes, — la Turquie aurait pu certainement se démocratiser, même malgré la réaction des puissances impérialistes européennes.

Inspirés et soutenus par les gouvernements bulgares, les hommes de la droite de l'Organisation faisaient tout leur possible pour compromettre le régime constitutionnel turc, et particulièrement le nouveau régime en Macédoine, — afin de faciliter au gouvernement du roi Ferdinand la conclusion d'une alliance balkanique et de déclarer, de concert avec les autres Etats balkaniques, la guerre à la Turquie.

Le grand nombre d'attentats perpétrés par les révolutionnaires macédoniens verhovistes à Chtip, Kotchani, Prilep, Ochrid, Kitchévo, Krouchévo, Doïran, Salonique, Radovich et dans toute la Macédoine de 1910 à 1912 sont une preuve éclatante du rôle misérable qu'ils jouèrent comme agents de la politique impérialiste de la bourgeoisie et de la cour bulgares.

Les verhovistes se hâtèrent de commettre de nombreux attentats et de redoubler leur action terroriste dans le but de compromettre le régime constitutionnel en Turquie et donner ainsi au gouvernement bulgare la possibilité de justifier devant l'opinion bulgare et étrangère la guerre qu'il projetait contre la Turquie. Elle fut déclarée à la Turquie précisément au moment où le gouvernement jeune-turc n'était plus au pouvoir, juste au moment où, par l'arrivée au pouvoir de l'opposition, d'un gouvernement dans lequel les minorités nationales étaient largement représentées, des conditions très favorables étaient créées en Turquie pour l'établissement et la consolidation d'un régime démocratique! Ce fait à lui seul démontre que le véritable but du monarchisme et de l'impérialisme bulgares, en déclarant la guerre à la Turquie, n'était que l'annexion de la Macédoine. C'est une preuve de plus du rôle peu enviable, joué par les hommes de la droite de l'Organisation et la lourde responsabilité qu'ils ont de la catastrophe du mouvement libérateur macédonien.

La situation en Macédoine pendant les guerres de 1912 et 1913.

A la suite de la guerre balkanique, éclata, comme conséquence inévitable, la guerre interalliée.

La Turquie vaincue, la Macédoine fut partagée entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, — ses dominateurs actuels.

La population de la Macédoine donna des sacrifices innombrables pendant les guerres balkaniques (1912) et interalliée (1913). Dans ces guerres, les victimes que consentit le peuple macédonien en Bulgarie ne furent pas moins nombreuses. Des dizaines de milliers de Macédoniens de la Macédoine et de la Bulgarie furent tués, des dizaines de milliers blessés, mutilés, rendus inaptes, et traînent actuellement une misérable vie d'invalides. Mais les Macédoniens n'obtinrent ni leur liberté, ni leur autonomie politiques. Ils perdirent, au contraire, les quelques libertés culturelles et politiques dont ils jouissaient sous le régime turc. Cela, grâce à l'avidité territoriale des gouvernements balkaniques, à l'impérialisme des Etats balkaniques monarchistes et, en très grande partie, grâce à la myopie politique, au nationalisme bulgare des hommes de la droite de l'Organisation Révolutionnaire, qui se sont placés totalement au service de l'impérialisme bulgare. Si l'appui moral que les chefs de cette aile droite prêtèrent au gouvernement bulgare avait fait défaut et si l'émigration macédonienne en Bulgarie n'avait pas entraîné les masses bulgares en créant, par son agitation, l'illusion, qu'une guerre balkanique apporterait la libération de la Macédoine, — le gouvernement bulgare n'aurait pu mener cette guerre contre la Turquie.

En déclarant la guerre balkanique, la Bulgarie a commis un crime envers les peuples bulgare et macédonien; l'aile droite de l'Organisation Révolutionnaire a commis une trahison envers son propre peuple.

Mais les responsabilités du gouvernement bulgare et des verhovistes n'en finissent pas là.* Ceux-ci sont non seulement responsables du partage de la Macédoine entre la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, de la perte des quelques libertés politiques et culturelles dont le peuple jouissait, de la destruction d'une ville comme Koukouche ayant plus de 10.000 habitants, de plus de 200 villages en Macédoine, et de ce que plus de 100.000 personnes furent obligées de fuir en Bulgarie et de souffrir les plus grandes misères et privations — mais ils sont encore responsables d'avoir porté, par leur politique, un coup à l'esprit combattif du peuple macédonien. Ils sont responsables de ce que ce peuple perdit sa foi en sa puissance révolutionnaire; et de plus, d'avoir poussé les tchétsas à commettre des méfaits sur la population turque et à souiller ainsi l'oeuvre de la révolution macédoine.

Les cruautés que commirent ces tchétsas sur la population turque indignèrent et indignent tout Macédonien. Quelques milliers de Turcs, de paisibles citoyens, furent atrocement massacrés dans les arrondissements de Koukouche, dans la province de Salonique, où les relations entre les Bulgares et les Turcs étaient les meilleures, les plus amicales, où toute la population vivait en paix, où régnait une sympathie réciproque et une unanimité rare dans la lutte contre le régime jeune-turc.

La situation après les guerres de 1912 et 1913.

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, telle qu'elle était jusqu'en 1905, et après 1905, alors qu'elle se distingua dans ses actions révolutionnaires dans les départements de Salonique, de Stroumitza et de Sérres, — la vraie Organisation cessa d'exister. Elle dispersa ses cadres. Ses membres et partisans de la partie de la Macédoine annexée à la Bulgarie commencèrent à participer légalement à la vie politique bulgare.

L'aile droite de l'Organisation Révolutionnaire, qui s'était entièrement transformée en une organisation verhoviste, existait encore formellement et se présentait devant le monde comme la seule et unique représentante du peuple macédonien. En réalité, elle n'existait pas non plus; car les quelques personnes dans quelques villes et villages, qui continuaient à entretenir certains liens avec les chefs de l'Organisation, ne pouvaient représenter l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne de jadis, qui était une organisation des masses populaires par excellence. Ces leaders d'autrefois, ne trouvant plus d'appui chez le peuple, devinrent les agents aveugles de la Cour et des gouvernements bulgares.

Survint la guerre européenne; la Bulgarie y participa; une grande partie de la Macédoine fut occupée par les armées bulgares. Mais l'établissement du pouvoir bulgare, son administration pendant trois ans, discréditèrent nettement et définitivement chez le peuple macédonien l'idéologie du nationalisme bulgare, et notamment l'idée de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie. L'arbitraire et les violences des autorités militaires, administratives et financières bulgares, la corruption des fonctionnaires, en un mot, les infâmies qu'ils commettaient en Macédoine, dégoûtèrent le peuple macédonien de ses „bienfaiteurs“.

D. Vlahoff

(A suivre)

Le gouvernement de Tsankoff devant la conscience publique

Ce qui fut établi par la Cour d'assises à Vienne.

C'est la seconde fois que l'opinion publique européenne a pu être informée officiellement sur la Macédoine et sur les conditions intolérables dont souffrent les peuples balkaniques.

La situation tragique dans laquelle vit depuis des dizaines d'années le peuple macédonien fut dévoilée devant le public européen; devant lui furent révélées les conditions dans lesquelles se trouve le peuple macédonien, depuis qu'il a goûté

* Nous ne nous arrêtons pas à décrire en détails les responsabilités des autres Etats balkaniques, car elles sautent aux yeux de chaque Macédonien, qui n'a jamais attendu d'eux une amélioration de sa situation et les a toujours considérés comme ses ennemis. Si nous parlons plus longuement sur la question de la responsabilité du gouvernement bulgare et des verhovistes, c'est parce qu'il y a encore des Macédoniens qui attendent et espèrent en ce gouvernement bulgare! D. V.

aux délices des régimes des „frères chrétiens“; le tableau complet de l'enfer macédonien lui a été présenté.

La meurtrière physique de Panitza fut bien amenée devant les jurés viennois pour répondre de son lâche crime; mais c'était Tsankoff et Protoguéroff, les représentants du système sanglant qui règne en Bulgarie et dans la région de Petritch en particulier qui, en réalité, se trouvaient devant la Cour d'assises.

Toute la presse gouvernementale en Bulgarie, bulgare et macédonienne, a présenté l'assassin de Panitza comme un héros national. Tous les journaux étrangers, qui sont au service de la dictature militaire bulgare, se sont efforcés, avant, et surtout pendant le procès, de présenter l'agent misérable de la bande verhoviste comme une patriote et une idéaliste. Devant les jurés de Vienne il a été cependant établi que Carniciu, l'assassin de Panitza, n'a jamais été une militante macédonienne, elle n'a pas connu les douleurs du peuple macédonien; elle a vécu en Macédoine jusqu'à l'âge de quatre ans seulement, et pendant la grande guerre elle n'a séjourné que deux mois dans sa ville natale, qu'elle a dû quitter parce que la population locale ne pouvait pas supporter dans son milieu une telle débauchée, une telle libertine.

Pendant toute sa vie, Carniciu ne s'est intéressée qu'au „commerce“ de son père, changeur de monnaie, dont les „affaires“ ont consisté en usure, contrebande de marchandises et de valeurs. Lorsque le commerce de son père a cessé d'être lucratif, elle est devenue „révolutionnaire“.

Carniciu a déclaré devant la Cour d'assises qu'elle a voyagé souvent entre Sofia et Tzaribrod „pour affaires“. Sur la demande du procureur-général de préciser quelles ont été ces „affaires“, la meurtrière a déclaré, sans se rendre compte de l'impression que sa réponse produirait: „Ce sont mes propres affaires, c'est un secret professionnel.“ Son défenseur habile s'est vainement efforcé d'expliquer le but de ces voyages fréquents. Cela a suffi pour montrer dans sa véritable lumière la „Jeanne d'Arc“ macédonienne, qui a accompli un crime d'une lâcheté inouïe.

Il a été clair pour les jurés et pour le public européen entier que Carniciu a tué Panitza comme agent payé par la bande macédonienne fasciste.

Les tentatives de ses défenseurs de faire croire qu'elle aurait accompli le meurtre de Panitza poussée par des sentiments patriotiques, échouèrent. Leurs „preuves“ ne se basèrent que sur les déclarations de la meurtrière elle-même. Et ces déclarations ne purent tromper personne. Une impression très forte fut produite par l'analyse que fit le procureur-général de Charlotte Corday et de Jeanne d'Arc d'une part, et de cette créature criminelle qu'est Mencia Carniciu de l'autre; Carniciu ne se décida à tuer Panitza que lorsqu'elle fut sûre que sa vie ne courait aucun danger; après avoir tué Panitza et blessé grièvement sa femme et son ami, elle sortit de la loge du théâtre, en fermant la porte et demanda à l'ouvreuse d'être livrée à la police.

A la Cour d'assises il fut établi d'une manière éclatante, que l'accusation contre Panitza, d'avoir été un agent de la réaction serbe, est une misérable calomnie. Le défenseur de la meurtrière lui-même fut obligé de reconnaître l'inanité de l'ignoble accusation contre Panitza, aussi essaya-t-il l'argumentation que le point à considérer n'était pas le fait que Panitza n'a pas été un traître, mais que Carniciu le croyait tel.

M. le Dr. Maurer, le défenseur de Bogatinov, qui accompagnait Panitza, a démontré toute l'inanité de l'accusation contre le révolutionnaire macédonien, d'avoir été au service de la réaction serbe, et d'avoir aussi, simultanément, reçu de l'argent des bolchévistes. Qui donc peut admettre, dit le Dr. Maurer, que les bolchévistes auraient soutenu Panitza s'il avait été au service de la réaction serbe, quand on sait combien le gouvernement yougo-slave persécute le mouvement communiste et ouvrier, le même gouvernement qui a fait des démarches diplomatiques à Vienne pour l'expulsion de l'Autriche des amis de Panitza, de toute la rédaction de „La Fédération Balkanique“?

A la Cour d'assises il fut encore établi que Panitza avait consacré toute sa vie au service du peuple macédonien et qu'il avait été l'un des plus courageux et des plus hardis combattants tant contre les oppresseurs du peuple macédonien que contre les tendances de conquêtes des gouvernements balkaniques et de leurs mercenaires macédoniens.

Il devint aussi clair aux jurés viennois et à l'opinion publique européenne que „le forfait révoltant de M. Carniciu ne fut qu'un anneau de la chaîne de meurtres, que le gouvernement Tsankoff fait accomplir à l'étranger aussi“ („Arbeiter-Zeitung“, Vienne, du 2 octobre 1925.)

Il fut encore établi que le gouvernement des assassins du peuple bulgare massacre depuis deux ans et demi des ouvriers, des paysans et des intellectuels bulgares, que vingt mille citoyens bulgares furent massacrés par ce gouvernement, et qu'une effroyable terreur blanche inconnue en aucun pays du monde règne en Bulgarie.

Il fut aussi établi que, dans ce malheureux coin macédonien appelé la région de Pétritch, les bandes de Protoguéroff participèrent à l'étouffement du soulèvement populaire en 1923, en massacrant 110 révolutionnaires macédoniens de l'alle gauche de l'ORIM dont entre autres D. H. Dimoff, Kantardjieff, Jovkoff, qu'une semaine après l'attentat du Burgtheater, 80 paysans de l'arrondissement de Nevrokop furent tués parcequ'ils étaient soupçonnés d'avoir été des partisans du groupe révolutionnaire de Serrès, dont Panitza était le chef; que, exactement un mois avant, furent tués dans l'arrondissement de Gorna Djoumaya 26 jeunes Macédoniens, dont l'unique faute fut de n'avoir pas participé activement dans les bandes des traîtres de la Macédoine.

Il fut établi à la Cour d'assises que des proches parents de Panitza furent poursuivis, blessés grièvement, quelques uns tués, par la bande sanglante de Tsankoff-Protoguéroff.

Devant les juges il fut encore établi que même à l'étranger, et particulièrement à Vienne, l'organisation verhoviste macédonienne collabore avec les légations de Tsankoff. Les représentants de cette organisation à Vienne: T. Karaïovoff, N. Tomalewski, N. Veleff, sont en liaison constante avec les fonctionnaires de la légation bulgare dans la capitale autrichienne, N. Antonoff et le major Karadjoff.

On mit en évidence devant les jurés viennois le rôle d'Antonoff, de Karaïovoff et de Veleff dans le meurtre de Panitza et dans la préparation des meurtres d'autres adversaires du fascisme bulgare-macédonien. Ce fut uniquement grâce à l'immunité diplomatique dont jouissent les fonctionnaires officiels de Tsankoff et à la protection que sa légation de Vienne donne aux émissaires de Protoguéroff, que ces Messieurs n'avaient pas comparu devant la Cour d'assises.

Les fascistes bulgare-macédoniens à Vienne ont employé tous les moyens dont ils pouvaient disposer, pour sauver leur victime. Ils appelèrent à leur rescousse de Sofia: Jordan Badeff, M. Moneff, T. Stoilkoff, Potskoff, des instigateurs en vue de la bande verhoviste, pour massacrer des révolutionnaires macédoniens. Leurs agents apparurent en grand nombre à la Cour d'assises pour donner du courage à la lâche meurtrière.

Les représentants de la légation bulgare et les agents de Protoguéroff — Karaïovoff et Veleff, assistèrent personnellement dans la salle de la Cour d'assises, pour relever le moral de Carniciu. Ceci provoqua l'indignation du défenseur Dr. Maurer, qui, dans son beau discours, et devant une émotion générale du public, désigna directement leur présence dans la salle, et leur rôle lâche. „Dans la salle“, déclara-t-il, „se trouvent les chefs des bandits sanglants, Tomalevski et Karaïovoff; ils sont arrivés en Autriche sous la protection de l'immunité diplomatique pour tuer les derniers camarades de lutte de Panitza.“

Pour atteindre leur but misérable d'essayer de tuer moralement Panitza et le mouvement auquel il appartenait, les fascistes bulgare-macédoniens recoururent à des falsifications de l'histoire macédonienne. Il ne leur suffisait pas de s'efforcer à disposer l'opinion publique et les jurés en faveur de Carniciu en donnant quotidiennement dans les journaux au service de la légation bulgare ici, divers renseignements faux et inventés sur Panitza, sur l'assassin, etc., ils se sont aussi efforcés de falsifier des vérités historiques.

Le défenseur de Carniciu s'efforça, en présentant quelques données sur les cruautés accomplies en Macédoine en 1912 et 1913, données empruntées à la publication de la Commission Carnegie, à présenter Panitza comme l'auteur de ces cruautés. Il n'avait pas eu, apparemment, la possibilité d'examiner les documents lui-même, et il s'était fié entièrement à ce que Antonoff et T. Karaïovoff lui dirent. L'avocat de Mme Panitza, le Dr. Maril, eut vite fait de démontrer devant la Cour que dans cette publication, il est parlé des cruautés commises par les armées et les fonctionnaires grecs, turcs, serbes et bulgares; qu'on y parle des **2000 paysans turcs massacrés et brûlés vifs** dans l'arrondissement de Koukouche par le voïvode Dontcho, un camarade intime de longue date de Protoguéroff, et par Toma de Chtip, alias Todor Alexandroff, l'idole du verhovisme bulgare. **Mais, déclara-t-il, il n'est nulle part dit dans ce livre que Panitza et ses camarades aient jamais accompli n'importe quel acte blâmable, qu'il ait fait un mal quelconque au peuple.**

Il fut établi, au contraire, devant la Cour d'assises que Panitza et ses camarades avaient toujours défendu la population macédonienne, en ne faisant aucune distinction entre les différentes nationalités qui peuplent la Macédoine. Le procureur-général demandant si l'on pouvait démontrer que Panitza fait un mal quelconque à n'importe qui, en dehors des cas de Saraïoff et Garwanoff, qui furent tués par lui sur la décision du comité du département révolutionnaire de Serrès, la meurtrière répondit: „Je n'ai pas besoin de démontrer cela, les faits parlent d'eux-mêmes.“ Sur quoi le procureur général conclut: „Parce qu'il n'existe aucun cas pareil.“

Le procès contre Carniciu a dévoilé officiellement la vraie physionomie des fascistes bulgare-macédoniens. L'arrêt de la Cour d'assises a été la sentence contre leur sanglante activité. La conscience publique européenne a condamné le régime de la terreur blanche en Bulgarie. Elle a cloué au pilori Tsankoff et ses compagnons d'exploits — Protoguéroff, Karaïovoff, Tomalevski. Nous pouvons être satisfaits de la sentence.

G. Kazanovsky

Fonds de secours aux veuves et orphelins bulgares

(Comité de Secours anglais.)

Appel

Le Fonds de secours aux veuves et orphelins bulgares a été constitué dans le but de porter aide et assistance aux veuves et aux orphelins de ceux qui ont été tués par le régime du gouvernement Tsankoff. Le misère est grande et le secours urgent.

Il y a plus de six mois, M. Vandervelde, le socialiste belge, évaluait à environ 10.000 le nombre des hommes et des femmes qui, suspectés d'être les plus en vue parmi les adversaires politiques du gouvernement, ont été tués durant les 18 mois que le gouvernement Tsankoff était au pouvoir.

Depuis l'attentat de la Cathédrale, en avril dernier, il y eut des exécutions sans nombre faites soit par le gouvernement, soit par le „Kubrat“, une association fasciste. Et ainsi, il est certainement vrai que le chiffre des morts ait doublé durant les trois derniers mois.

Quelques-uns de ceux qui ont péri n'étaient point des personnages politiques et n'appartenaient à aucun parti politiques, tel que le poète Milev, dont le corps mutilé vient d'être retrouvé, il y a très peu.

Les veuves et les enfants de ceux qui ont été tués se trouvent dans une misère noire et sans aucune perspective d'être secourus. Beaucoup parmi les orphelins, qui atteignent un total, de quelques milliers, ont perdu père et mère. Viennent encore s'y ajouter les enfants de ceux qui se trouvent dans les prisons. Rien qu'à Sofia plus de cent femmes sont détenues dans les prisons. Les prisons des provinces, à Bourgas, à Varna, sont bondées.

Le Comité du fonds de secours aux veuves et orphelins bulgares se compose de: The Hon. Mrs. Kenworthy, Mrs. W. N. Ewer, Mrs. Mackinder, Dr. Marion Phillips, J. P. Frances, Countess of Warwick, Mrs. Josian Wedgwood, Miss Ellen Wilkinson M. P. (membre du Parlement), Lady Clare Annesley, et, comme Trésorière et Secrétaire d'honneur, Mrs. Malone, 6, Phene Street, London S. W., 3, qui recevra toute offrande avec la plus vive gratitude.

Rapport

But de la Délégation:

En juin dernier un petit groupe de dames anglaises, émues de la détresse des femmes et des enfants en Bulgarie dont les soutiens étaient arrêtés et tués à la suite des troubles politiques dans cette malheureuse contrée, formèrent un Comité pour constituer et gérer un fonds de secours aux veuves et orphelins bulgares. Elles se rendirent bientôt compte, cependant, de ce qu'il était impossible de faire parvenir d'ici de l'argent aux nécessiteux en Bulgarie; aussi décidèrent-elles d'y envoyer une petite délégation en Bulgarie, pour dresser les plans ad hoc. La délégation se composait de Lady Clare Annesley, candidate du Labour Party pour Bristol-West, Miss Ellen Wilkinson, membre du Parlement, et Dr. Marion Phillips, chef du personnel féminin supérieur du Labour Party et qui resta en Bulgarie plus longtemps que les autres, rentrant le 8 septembre.

Formation d'un Comité à Sofia

Nous venons d'apprendre de Sofia que, comme résultat des efforts de la délégation, un Comité y a été constitué, sous l'égide de la Croix Rouge Bulgare, comprenant aussi un représentant du Comité du Fonds de Secours aux Veuves et aux Orphelins Bulgares, pour gérer les Fonds.

Les Difficultés de la Délégation.

Les difficultés de la situation en Bulgarie n'avaient nullement été exagérées. La délégation fut d'abord informée, par le ministre des affaires étrangères Mr. Kalfov, que, l'affaire étant déjà examinée dans le conseil des ministres, le gouvernement refusait la permission pour constituer un Comité en Bulgarie, et ne permettrait pas aux délégués de distribuer des secours personnellement. Nous relevâmes, que le Fonds avait été constitué pour n'importe quelles personnes en détresse, qui avaient perdu leurs soutiens, soit que ces derniers eussent été tués ou blessés dans l'attentat de Sofia ou qu'ils eussent été des communistes, des agrariens, ou supposés tels, et arrêtés, exécutés, condamnés à la prison, ou qu'ils eussent „disparu” — l'euphémisme pour ceux qui ont été assassinés sans procès juridique.

Le Ministre des Affaires Etrangères insista, disant que donner de l'argent pour secourir la détresse des familles des communistes, tel qu'on se le proposait de faire, constituerait un danger pour l'Etat. Franchement, son point de vue était que tous ces gens étaient hors la loi et que leur porter secours serait encourager l'organisation communiste, et de nouveaux „attentats.” En réalité, la supposition, la présomption faisant agir les cercles gouvernementaux a été, que toute personne arrêtée, ne fut-ce que sur simple soupçon, devient par ce fait même communiste, et lui ainsi que tout son entourage doivent être traités comme tels en toute circonstance.

L'impossibilité de distribuer des secours sans l'assentiment du gouvernement était manifeste. Chaque mouvement de la délégation était surveillée et observée par la police secrète, toute personne que les déléguées visitaient était interrogée et, à une ou deux occasions, même forcée à signer une déclaration qu'elle n'avait promis aucune assistance ni reçu aucune somme d'argent; et ce malgré le fait que la délégation se tenait strictement à l'écart de toutes les personnes politiquement suspectées et que la plupart de ceux avec lesquelles elle entrait en contact étaient des citoyens britanniques à vues très conservatives et sans aucune attache politique de n'importe quelle nature. Toute tentative de distribuer de l'argent aurait manifestement été empêchée par l'arrestation et des distribuants, et des recevants; et l'arrestation en Bulgarie par une raison politique peut avoir actuellement des résultats horribles.

La surveillance de la délégation aboutit, au bout de trois jours, à un ordre d'avoir à quitter la Bulgarie dans un délai de trois heures. Cette action injustifiable fut empêchée par les efforts du ministre britannique, des social-démocrates et de la Fédération du Trade-Union. L'ordre fut annulé et des excuses furent présentées. Là-dessus une entrevue fut arrangée avec le premier-ministre, le prof. Tsankoff, et, les instructions premières furent modifiées, toute activité secrète, policière prit fin, et la délégation fut autorisée à demander à la Croix Rouge Bulgare, comme corps neutre, de former un petit Comité, y compris le représentant du Comité britannique, et d'assumer la tâche de secourir la détresse matérielle des femmes, des enfants et d'autres parents sans ressources de ceux qui avaient disparu dans les troubles politiques.

Le Comité Bulgare.

Ce Comité a été formé et se compose de 5 personnes dont Mr. Markham, un ancien missionnaire américain, qui agit pour notre Comité, et M. Neikoff, député au Sobranjé et secrétaire du parti social-démocrate. Un premier envoi d'argent a déjà été effectué et le Comité Britannique espère envoyer d'autres secours aussi rapidement que la générosité publique le lui permettra.

Il a été tout spécialement convenu avec le premier ministre que l'oeuvre du Comité sera de distribuer des secours:

1. aux dépendants, dénués de ressources, de soutiens de famille blessés ou tués lors de l'explosion de Sofia;
2. aux dépendants de ceux qui ont été exécutés ou emprisonnés à la suite de cet attentat;

3. aux dépendants de ceux qui ont été tués ou ont „disparu” pendant ce temps;

4. aux dépendants de ceux qui ont péri dans les troubles politiques des deux dernières années.

Les besoins

La délégation fit tout ce qu'elle put pour établir les besoins urgents de chacun. Des chiffres ne peuvent jusqu'à présent être fixés que d'une façon très vague. Le nombre des personnes tués depuis les révoltes de septembre 1923 a été évalué de 8000 à 18.000. Une évaluation très conservatrice indique à 4000 le nombre des tués dans la période aiguë des révoltes de septembre.

150 personnes furent tuées à l'attentat de Sofia. Les fonds accordés par le Parlement pour secourir les dépendants de ceux qui y périrent ou qui y furent blessés étaient amplement suffisants et l'on ne trouvera certainement personne d'entre eux souffrant de détresse matérielle ou ayant besoin de secours.

Depuis ce temps, de 2000 à 5000 personnes ont été tuées ou emprisonnées, ou ont fui. Le chiffre gouvernemental des exécutions est 25, tandis que 150 personnes sont condamnées à mort mais dont le roi a jusqu'à maintenant refusé de sanctionner les sentences. Plusieurs centaines attendent leurs jugements, et plusieurs autres centaines ont „disparu”. Ce terme de „disparu” désigne ceux qui ont été assassinés par des personnes non-autorisées qui, ordinairement sous la forme de corps d'ex-officiers, sèment la terreur. Quelques uns sont peut-être encore vivants, mais cachés; mais la mort de la plus grande partie d'entre eux a déjà été annoncée. Des membres du parti agrarien disent qu'ils détiennent les preuves de la „disparition” de 2000 agrariens. De tels chiffres ne peuvent point être indiqués pour les communistes. Mais en plus de ceux qui étaient officiellement connus comme faisant partie d'un parti politique, un très grand nombre de personnes n'ayant absolument aucune attache politique de n'importe quelle nature, ont également disparu.

Tous ceux qui ont disparu ont pas été les victimes de personnes irresponsables et y eut un grand nombre de morts dans les prisons. Il y eut des cas de personnes tuées par des anciens officiers après avoir été acquittées par les Cours de justice. Ces faits se rapportent seulement à la période depuis avril dernier; mais le nombre de ceux qui ont péri ou qui se trouvent actuellement dans les prisons comme résultats de la répression poursuivie par le gouvernement actuel depuis les deux dernières années, est de beaucoup plus élevé — il est évalué par quelques uns, comme indiqué ci-haut, à 18.000.

Que ces personnes soient mortes, ou se soient cachées, les effets matériels résultant actuellement pour leurs dépendants sont les mêmes. Un grand nombre de ces victimes sont de jeunes filles ou de jeunes hommes ne pouvant encore avoir des veuves ou des enfants, mais plusieurs d'entre eux ont de vieux parents. Aussitôt qu'il fut connu, par les notices malveillantes de la presse bourgeoise, que nous étions à Sofia, un grand nombre de femmes vinrent au secrétariat du parti social-démocrate pour relater leur détresse. Il leur est très difficile de trouver du travail, car il est défendu d'employer des personnes suspectées; et même dans plusieurs cas des femmes et des enfants ont été chassés de leurs propres maisons. Il est dangereux de leur donner de l'argent d'une manière privée. Puis il y a des enfants, orphelins dispersés çà et là, nul ne sait où, et le Comité sera bientôt appelé à leur faire parvenir des secours.

Conclusion.

Quoique la répression gouvernementale ait diminué, l'activité des éléments fascistes continue en réalité d'une manière non restreinte. Il était, par exemple impossible d'établir combien, parmi les espions qui surveillaient la délégation, étaient des agents du gouvernement, et combien des agents du corps fasciste des anciens officiers.

Il est clair que les besoins sont très étendus et que la tâche du Comité Bulgare sera très difficile. L'hiver arrive et c'est maintenant plus que jamais que des vivres et des vêtements sont nécessaires. La tâche est de sauver des vies et de rétablir un traitement humain pour les victimes en détresse d'une lutte politique acharnée.

La délégation espère avoir pu poser les fondements des moyens par lesquels les secours peuvent atteindre ces innocents qui souffrent, et confiante en la générosité et en le sens de justice du public, elle adresse un appel d'assister l'oeuvre que ses amis bulgares ont entrepris de poursuivre.

Clare Annesley Marion Phillips Ellen Wilkinson

le 21 septembre 1925.

Rapport sur la visite en Bulgarie du Colonel Rt. Hon. Josiah C. Wedgwood député, Mr. W. Mackinder, député et du Colonel C. L. Malone

But de la visite:

Notre visite en Bulgarie fut décidée dans une réunion des membres parlementaires du Labour Party et d'autres personnes portant intérêt à la Bulgarie, tenue à la Chambre des Communes le 9 avril, sous la présidence de Mr. George Lansbury, député. Après avoir entendu de différents rapports sur les conditions en Bulgarie, il fut décidé que nous devions profiter des vacances parlementaires pour nous y rendre et y mener une enquête sur les excès que l'on affirmait y avoir été commis par le gouvernement Tsankoff dans les deux dernières années, et en particulier sur les massacres que l'on disait avoir eu lieu à Sofia, à Lom, à Samakov, à Philippople, et à Pazardjik.

Un communiqué semi-officiel prétendit que nous nous rendimes en Bulgarie, poussés par le ministre soviétique de ce pays. Ceci est, naturellement, faux, et nous n'aurions certainement pas pris la peine de le démentir, s'il ne représentait un exemple typique des déclarations non fondées émanant des cercles gouvernementaux à Sofia et montrant une ignorance lamentable de la manière d'agir et du caractère des membres du parlement britannique.

Les entrevues.

À notre arrivée nous trouvâmes une situation extrêmement critique résultant de l'horrible attentat de la Cathédrale dans laquelle 120 personnes furent tuées sur le champ, 60 succombèrent à leurs blessures et 200 furent grièvement blessées.

Nous nous rendimes immédiatement à la légation britannique où nous fûmes cordialement accueillis par notre très-capable ministre, M. William Erskine, qui était en contact de très près avec la situation. Après une longue conférence avec lui nous arrivâmes à la conclusion que la meilleure chose à faire était d'abandonner notre enquête projetée, qu'il serait presque impossible de mener dans les conditions existantes, et de nous adapter à la situation, et tout particulièrement d'user de notre influence pour arrêter les représailles générales.

Nous rendimes visite au Colonel Kalfov, ministre des affaires étrangères. Nous vîmes aussi des fonctionnaires et des membres dirigeants des partis démocrate, social-démocrate et agrarien, dont M. Minkoff, secrétaire-général au ministère des affaires étrangères, M. Malinov, ancien premier-ministre, „démocrate“, M. André Liaptchev, généralement considéré comme devant possiblement alterner avec Tsankoff, — M. Krsto Pastouhov, rédacteur en chef de l'„Epocha“, un social-démocrate, M. Christo Manolov, ancien ministre des chemins de fer dans le cabinet Stamboliisky, agrarien, et M. Dimo Kazassoïf, ancien ministre et social-démocrate.

Nous interviewâmes aussi des personnes privées n'appartenant à aucun parti politique, et des étrangers bien informés résidant en permanence à Sofia.

Nous ne fûmes à mêmes de voir personne des leaders de l'opposition, ni des agrariens de la gauche et ni des communistes, car ils étaient déjà tués ou se trouvaient en prison.

Les fonctionnaires et les social-démocrates déclaraient en général que l'attentat de la semaine dernière avait été commis sur les instigations de la Serbie. Ce point de vue fut aussi exprimé par la presse bulgare et par le général Roussev, ministre de l'intérieur, dans la séance du Sobranjé du 21 avril.

La situation à Sofia.

Le pays était sous la loi martiale, et le général Lazaroïf, commandant de toutes les troupes de Sofia, était virtuellement le dictateur de la Bulgarie. Personne ne pouvait sortir, après 8 heures du soir, sans laissez-passer. Nous obtîmes des laissez-passer et nous nous aventurâmes dans la nuit pour l'un de nos interviews. Tous les vingt yards, ou à peu près, nous rencontrions des soldats armés ou des patrouilles à cheval; et tandis que sur les boulevards bien éclairés nos laissez-passer étaient aisément visibles, les rues adjacentes, plus obscures, désertes, réservées aux soldats seuls — qui se trouvaient apparemment dans un état de tension aiguë — n'étaient pas précisément des places où l'on pouvait se promener pour son plaisir,

De ce que nous pûmes voir il était évident que ceux qui faisaient les rondes, les arrestations, les inspections dans les rues, les perquisitions dans les maisons, qui conduisaient les détenus en prison et au poteau d'exécution, étaient des civils armés, tandis que les soldats réguliers et les agents de police ne jouaient qu'un rôle secondaire. Ces civils appartenaient pour la plupart à la classe moyenne inférieure et étaient probablement des membres du „Koubrat“ ou Ligue Militaire, sorte de force fasciste.

Nous avons rencontré dans les rues des prisonniers conduits par ces civils armés, qui les traitaient dans plusieurs cas très brutalement.

La nuit on entendait fréquemment des coups de feu, et de notre chambre située tout en haut de l'hôtel nous pouvions voir l'immense bâtiment de la prison, sur une petite colline tout près de la ville, ainsi que les approches, brillamment éclairées toute la nuit. Nous apprîmes que toute la nuit des voitures et des charrettes quittaient la prison emmenant bien loin des lots de prisonniers pour les fusiller, et amenant de fraîches cargaisons dans les prisons.

Conclusions:

1. Exprimer des blâmes directs pour ces excès ne serait que simplement répéter des opinions. Il faut relever que les récentes explosions de violence ne sont pas des faits isolés. Un gouvernement qui vint au pouvoir par une série de meurtres, à commencer par l'assassinat de Stamboliisky, le premier ministre, en 1923, et contre lequel gouvernement il existe les preuves accablantes que durant les deux dernières années il s'est rendu coupable d'une tyrannie cruelle, assassinant ses antagonistes politiques, les faisant étrangler et torturer à mort, ayant ainsi fait périr plusieurs milliers de personnes — un tel gouvernement provoquera certainement à la fin une révolte volcanique. Même s'il était vrai, ainsi que le prétendent tant de fonctionnaires bulgares que nous vîmes, que les graines du complot aient été semées par la Serbie et la Russie, elles n'auraient pas trouvé un sol fertile si ce n'est parmi un peuple souffrant de l'oppression d'un gouvernement militariste, qui avait supprimé la presse et „nettoyait“ par la mort et la mise hors la loi tous ceux qui s'opposaient activement à lui.

Nous ne voulons pas nous étendre ici sur le fait bien établi du massacre de 2000 ouvriers et paysans dans des barques à Lom Palanka et sur les atrocités à Samokov et dans d'autres lieux. Mais des faits de même nature nous ont été rapportés ayant eu lieu dans les quelques dernières semaines.

Il faut se rappeler que la vie vaut bien peu de chose en Bulgarie. Un résident étranger distingué nous disait: „Un meurtre dans les rues excite aussi peu d'attention qu'un accident mineur dans une rue de Londres.“

2. Le gouvernement véritable est une junte militaire qui se cache derrière des politiciens qui n'ont aucune puissance réelle. Nous en eûmes les preuves. M. Kalfov nous dit que nous pouvions aller n'importe où, voir n'importe qui ou n'importe quoi, y compris les prisons. Mais les autorités militaires refusèrent de nous laisser visiter les prisons. Dans tout le pays la puissance se trouve entre les mains du Koubrat ou Ligue Militaire.

3. Les nouvelles officielles bulgares sont dénuées de toute véracité. Nous rencontrâmes des journalistes qui avaient été les témoins oculaires de faits, et reçurent ensuite des communiqués officiels donnant des versions toutes différentes. Un journaliste, par exemple, vit la chambre dans laquelle le lieutenant Minkoff avait été tué par une bombe, immédiatement après la mort de ce dernier, et les détails de sa mort lui étaient relatés par ceux qui s'enorgueillissaient de leur action. Plus tard, la presse fut informée que le lieutenant Minkoff s'était suicidé.

L'envoi de journaux bulgares à l'étranger est défendu, dans la crainte d'une publication qui aurait échappé à la censure.

4. Nous affirmons avec regret qu'il est parfaitement démontré que de représailles très-étendues ont eu lieu. Bien qu'il soit difficile d'établir des chiffres exacts, il est certain, par ce que nous avons pu apprendre de plus d'une source autorisée, que 4000 personnes au moins ont été emprisonnées et que plusieurs centaines ont été tuées sans aucun jugement ou après un simple simulacre de jugement. Mackinder et Malone ont été au bureau de la Sécurité Générale et ils ont vu un flot continu de prisonniers, parmi lesquels des femmes,

que l'on amenait sans cesse, soit à pied, soit sur des charrettes, soit dans des camions automobiles. D'autres prisonniers étaient emmenés du bureau vers une destination qu'il n'était que trop facile de s'imaginer. Tout le monde déclarait que les prisonniers venaient à ce bureau pour y être torturés et interrogés, après quoi on les conduisait au dehors de la ville dans un endroit caché, où on les faisait disparaître. Les physionomies de ceux qui sortaient de ce bureau avaient une expression qui aurait fendu des cœurs de pierre.

Recommandations

L'opinion publique en Angleterre et en Amérique peut exercer une grande influence sur ce qui se passe actuellement en Bulgarie. Nous recommandons instamment que les amis de l'humanité, de tous côtés, doivent user de leur influence:

1. pour protester contre l'exécution ou l'emprisonnement de tout homme ou femme sans un jugement juste et équitable;
2. pour obtenir la visite des prisons par des personnes responsables députées par les ministres britanniques et américains à Sofia;
3. pour assurer que l'augmentation de la force armée bulgare accordée par les alliés pour jusqu'au 31 mai ne se maintienne plus passée cette date, et que des mesures nécessaires soient prises pour voir si ces troupes n'ont pas été formées par un recrutement forcé parmi les paysans sans armes, sans aucune base légale;
4. pour pousser les alliés à user de leur influence pour exiger de nouvelles élections générales tout-à-fait libres pour l'établissement d'un pouvoir civil démocratique.

Le 30 avril 1925.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Une enquête française en Bulgarie

Détails sur la sanglante terreur blanche de Tsankoff.

Notre confrère l'Humanité de Paris, qui répond toujours aux appels de ceux qui souffrent, avait chargé son collaborateur, le publiciste et militant bien connu, Daniel Renoult, de se rendre en Bulgarie et d'y faire une enquête sur les terribles massacres et atrocités commis depuis plus de deux ans par le régime du bourreau Tsankoff, avec la bienveillante complicité du roi Boris. Daniel Renoult commence, dans l'Humanité du 16 septembre, la publication de ses impressions et de tout ce qu'il a vu, entendu et recueilli. De son premier article, nous extrayons les passages suivants:

„J'ai vu, j'ai entendu. Et je viens crier ici aux travailleurs, à tous les hommes de cœur: „Vous ne savez pas quelles horreurs furent et aujourd'hui encore sont commises là-bas! Vous ignorez presque tout de cette sombre tragédie où un peuple va sombrer, si, au plus tôt, aide n'est pas portée aux victimes.

Ah! la réaction monte dans le monde. En Yougoslavie, en Roumanie, en Grèce, en Hongrie, la répression fait rage. Après ceux d'Esthonie, les bourreaux polonais viennent de provoquer l'indignation du prolétariat international. Mais rien n'égale l'épouvante bulgare!

Depuis deux ans et demi, sur ce petit pays, ruiné et saigné aux quatre veines par la guerre — de 1912 à 1918 — une terreur blanche unique dans l'histoire par sa férocité s'est abattue, et pas un instant n'a laissé respirer sa proie.

Massacres collectifs, assassinats, exécutions sans jugements, pendaisons, emprisonnements, tortures renouvelées de l'Inquisition! Le père pendu parce que le fils est communiste! Le frère martyrisé parce que son frère est agrarien! Cette femme condamnée à mort, parce qu'elle a logé un „conspirateur“! Cet avocat tué dans sa maison à coups de bombes, parce qu'il a défendu devant le conseil de guerre un accusé! Cet autre arrêté, puis assassiné dans la prison, parce qu'il a servi de traducteur à un étranger qui faisait une enquête!

Des milliers! Vous entendez, camarades! Des milliers d'hommes et de femmes sont morts là-bas dans les supplices, depuis le 9 juin 1923.

Et le torrent de sang coule toujours!

Un Anglais qui est bien éloigné de nos conceptions communistes, m'a dit à Sofia: „Gladstone a sauvé les Bulgares, quand les Turcs les exterminaient. Il faut maintenant sauver les Bulgares de leur propre gouvernement!“

Oui! C'est la tâche de solidarité internationale que nous devons accomplir.

Le peuple bulgare fait appel contre le monarque assassin, contre le gouvernement meurtrier, à l'aide fraternelle des travailleurs occidentaux français, anglais, allemands, belges, suisses, italiens.

Du fond de sa misère, il espère en eux; il compte sur un réveil de l'opinion publique européenne, criant enfin au bourreau: „Tu ne tueras plus!“

Daniel Renoult

Tableaux de Roumanie

Le procès de Kichenév. Arbitraire et terrorisme partout.

„L'Arbeiter-Zeitung“ de notre ville publie un rapport de son correspondant à Bucarest que nous reproduisons ci-dessous in extenso.

Plus l'arbitraire et le terrorisme dressent leurs têtes hideuses dans les malheureux pays balkaniques, plus nous continuerons notre lutte âpre et acharnée. Bucarest et Sofia rivalisent d'ardeur — ils massacrent, ils tuent, à qui mieux mieux, — les détenteurs des portefeuilles s'y cramponnent et immolent les hommes les meilleurs pour garder leurs fauteuils — les cliques qui les entourent sont leurs dignes valets; mais les peuples roumains et bulgares voient déjà approcher le jour où ils pourront aussi avoir leur place au soleil.

Mais voici le rapport:

„Lorsque la „révolte“ de Tatar Bonnar fut écrasée le gouvernement publia le communiqué officiel suivant:

„Une bande bolchévique, composée de 60 personnes, est venue par le Djester et a attaqué les villages de Tatar Bonnar et de Nikolaewa. Les autorités ont rétabli l'ordre.“

Mais, en même temps, un ordre du jour de Gavrilescu, commandant de la flotille du Danube, disait:

„Les troupes de notre flotille, armées de canons lourds, débarquèrent et, ensemble avec l'infanterie et la cavalerie, forcèrent l'ennemi à battre en retraite. Nous primes une grande quantité d'armes, de canons, de grenades à main, et d'autos de transport. Nos grenades et l'héroïsme de nos soldats a de nouveau inculqué le respect à la population rebelle toute entière.“

Voyons maintenant, des débats du procès de Kichenév, et de l'interrogatoire de l'accusé principal Michael Timofei Ungureanu, que nous reproduisons fidèlement, ce qu'était que la composition de cet „ennemi“, contre lequel ont été lancées une flotille du Danube avec de l'artillerie lourde, de l'infanterie et de la cavalerie; et l'on verra aussi de quelle manière la Roumanie se crée des ennemis. Car le principal accusé, Ungureanu, un vieillard de 75 ans, n'était au début aucunement un „ennemi“ de la Roumanie; il était un membre du Statul Zerii, de ce groupe qui avait décidé l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie.

Voici l'interrogatoire:

Le Prés.: Accusé Michel Timofei Ungureanu.

L'Accusé: Présent.

Le Prés.: Quel âge?

L'Accusé: 75 ans.

Le Prés.: Roumain?

L'Accusé: Non, Moldovène. Il n'y a des Roumains que de l'ancienne monarchie. Mais nous autres Moldovènes, on ne fait que nous piller et nous martyriser. On nous traite d'une manière pire que ne le faisaient les soldats du Tsar avec les Juifs.

Le Prés.: Ne sors pas du sujet, petit père; si jamais un Roumain t'a fait du mal, cela ne veut pas dire que tous les Roumains sont également mauvais.

L'Accusé: Nous ne connaissons que cette sorte de Roumains. Depuis l'union, on n'a fait que nous menacer, nous déposséder, nous battre. (Dans une excitation toujours croissante): Ils envahirent notre pays pour voler et pour tuer; et, lorsque nous nous y opposâmes, l'on nous porta ici.

Le Prés.: Accusé, tu as entendu l'accusation; qu'as-tu à dire de ce que vous vous révoltâtes à main armée contre l'Etat et que vous vous réunîtes avec des bandes bolchévistes?

L'Accusé: C'est ce que les gendarmes disent. S'il y avait des bandes de l'autre côté du Dnjestr, où sont-elles à présent? Parmi les accusés il n'y en a pas de membres de bandes. Il n'y en avait pas non plus parmi les morts. Tout cela n'est que du mensonge pour expliquer que des centaines de pauvres paysans ont été torturés et tués. A Bachtieva pas une seule arme ne fut trouvée, pas l'ombre d'une révolte. Mais l'on y a tué alors quatorze personnes, dont deux de mes petits-fils. Pourquoi tant de personnes furent-elles tuées à Cibrien, Caracurt, Vaisal, Banova, Fantana Zinelor, Caraclia, Non-Caraghi, Chilia-Noua, Furmanca Draculoa et Sofiema? Pourquoi? Parceque dans les Semstvos et dans les corporations nous avons rendu impossible la situation des partisans des libéraux. Ils nous ont craints pour les élections prochaines.

Le Prés.: Ne sors pas du sujet, nous n'avons pas le temps.

L'Accusé: J'ai attendu neuf mois pour pouvoir ce dire. On a essayé de nous intimider, on nous a nommés des bolchéviks. Monsieur le Président, nous ne sommes pas des communistes, nous ne sommes que de pauvres paysans, qui veulent maintenir leur droit. Si nous étions tels qu'on le dit, les Roumains n'auraient jamais pu occuper notre pays.

Le Prés.: Nous en avons assez, à présent. Arrivons aux faits.

L'Accusé: Mon unique crime a été que, pendant la révolte, j'ai gardé la coopérative, où se trouvait toute notre fortune.

Le Président en avait assez. L'Accusé fut reconduit. Dans l'esquisse que ce vieux paysan nous a montré, point n'est besoin d'ajouter la moindre ligne.

Dans le cours des débats les accusés se plaignirent à maintes reprises de ce qu'ils avaient été maltraités tant pendant la prison préventive que pendant le procès. Lorsque le Président déclara n'en rien savoir, l'accusé Rafailovic se leva et s'écria: 'Monsieur le lieutenant à votre gauche vint lui même hier soir dans ma cellule et me frappa à la tête et au visage avec un marteau de bois.' C'était le trop célèbre lieutenant Morarescu, le meurtrier des trente paysans ukrainiens. Le Président répliqua à l'accusation de Rafailovic en lui infligeant la peine d'être mis pendant trente jours aux fers spéciaux, — des boules de fer pesant 20 kg.

Le général Rudeanu, commandant militaire de la Bessarabie, a fait livrer à la cour martiale Nicu Doreanu, le rédacteur responsable du journal „Facla“ de Budapest, sous l'inculpation d'avoir transmis à son journal des nouvelles „stendanciuses“ sur la marche du procès. La défense protesta violemment contre cet acte arbitraire, mais sa protestation resta sans effet. Car la presse roumaine se garde, en effet, de publier sur le procès des détails tant soit peu importants. Un procès monstre, avec presque un demi-mille d'accusés, est presque passé sous un silence de mort par la presse roumaine!

Ces derniers jours, des membres de la jeunesse socialiste à Galatz, distribuèrent des manifestes, invitant les travailleurs à prendre parti pour les accusés de Kichev. Immédiatement, quarante tout jeunes gens furent arrêtés et, d'après les informations de l'organe démocratique „Facla“, torturés de la façon suivante: **On leur fourra des bâillons dans la bouche et, pendant des heures entières, ils furent battus sur la plante des pieds et sur tout le corps avec des matraques.**

Le Bessarabien M. Dubinski, condamné à 10 ans de prison, vient de se suicider dans la prison de Dofnana, ne pouvant plus supporter les traitements inhumains qui lui étaient infligés. Dans la même prison se trouvent l'anar-

chiste Max Goldstein, qui a participé à l'attentat de Sofia, et le théoricien social-démocrate bien connu Paul Bujor: Bujor fut condamné, en 1919, à vingt ans de prison pour désertion pendant la guerre, et se trouvait, jusqu'à présent, dans des cellules noires. Tous les deux sont à leur **trente-huitième jour de grève de faim.**

L'avocat de Bucarest Titu Petrescu avait été condamné à un an de prison pour un article dans lequel il critiquait la justice militaire. Il avait été immédiatement arrêté et emprisonné, et, quoiqu'il eût recouru contre ce jugement, il fut maintenu en prison. Le 17 septembre la Cour Suprême a cassé ce jugement et a acquitté Titu Petrescu, qui fut immédiatement remis en liberté, **après n'avoir passé que sept mois seulement en prison préventive.**

La situation dans les Balkans

Le citoyen Jean Zyromski, l'un des leaders de la gauche du parti socialiste français, se préoccupe de la situation balkanique. Dans un article paru dans le „Le Combat Social“, dirigé par le citoyen Bracke, il parle de la proposition de M. Rentis et trace de la façon suivante la tâche de l'Internationale Ouvrière Socialiste:

„Actuellement le gouvernement hellénique lance la proposition d'un pacte de garantie fondé sur des traités d'arbitrage eux-mêmes subordonnés au maintien des traités en vigueur, au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale.

Mais un pareil système, pour être véritablement efficace et pour ne pas être une simple triple-alliance dirigée contre la Bulgarie, devrait comprendre naturellement cette puissance. Cependant on peut se demander si la Bulgarie souscrit aux conditions arrêtées par Athènes, Belgrade et Bucarest avant le règlement de certaines questions comme notamment le débouché commercial sur la mer Egée.

Mais il n'y a pas que les difficultés entre Sofia et les autres gouvernements balkaniques; entre la Grèce et la Yougo-Slavie existent des points de friction: la question macédonienne, le triangle Guevguéli-Stroumitza-Doiran, le chemin de fer Guevguéli-Salonique, le régime du port de Salonique, débouché de la Yougo-Slavie, etc.

Et c'est pour nous une occasion de rappeler que si le socialisme international veut efficacement influer sur la politique internationale, il doit s'attacher à dégager de ses principes que l'évolution de la vie internationale a confirmé et vérifié, comme elle a vérifié et confirme, sa doctrine économique. — une véritable **technique** qui lui permette de propager les solutions concrètes à opposer aux solutions des diplomaties traditionnelles.

Débouché commercial indispensable pour la Bulgarie (comme est indispensable pour la Pologne un débouché commercial sur la Baltique): problème de Dédagatch et de Dantzig. Arrangements cherchés dans le libre passage et le libre transit garanti internationalement dans un régime de ports francs avec concessions de quais et d'entrepôts et non dans des annexions brutales.

Problème macédonien? Arrangements cherchés dans des statuts des minorités nationales afin d'éviter des délimitations heurtant les réalités géographiques et économiques.

Organisation de la paix? Préparation prudente mais ferme d'un réajustement de certaines frontières, utilisation intelligente de l'article 19 du „Covenant“.

Voilà l'oeuvre de demain pour l'I. O. S., oeuvre que le Congrès de Marseille doit aborder avec clairvoyance et courage.

Il va sans dire qu'un accord même superficiel entre ces Etats, comme le remarque fort bien Zyromski, n'est possible que par la révision du monstrueux traité de Neuilly ou pour employer les termes mêmes du leader socialiste français, „un réajustement de certaines frontières“, révision que prévoit d'ailleurs l'article 19 du „Covenant“.

Mais attendre un pareil acte des gouvernements de Pachitch, de Pangalos, de Bratiano, c'est chercher midi à quatorze heures.

Le salut des peuples balkaniques, nous ne nous lasserons jamais de le répéter, est uniquement dans leur fédération en une république et non pas dans la conclusion des traités d'arbitrage. Le citoyen Zyromski le reconnaît et le préconise aussi:

„Les Balkans, dit-il, ont toujours été une des „poudrières de l'Europe“ et le nouveau statut territorial

tel qu'il résulte des traités de 1919 ne semble pas avoir apporté à ces régions des garanties de paix solide et durable. On a préconisé la réalisation d'une fédération des peuples balkaniques qui semblerait devoir constituer un système organique permettant de résoudre les difficultés ethnographiques et économiques si nombreuses. Mais cette conception se heurte aux préjugés nationalistes et aux oppositions qui se manifestent entre les différents Etats animés d'un individualisme aveugle et dans l'esprit desquels subsistent les vieilles haines. Toutefois c'est une solution que l'I. O. S. doit promouvoir inlassablement.

Mais cette idée lumineuse de fédération rencontre „les préjugés nationalistes“. Nous le savons bien. C'est pourquoi nous préconisons la lutte sans merci contre les gouvernements criminels qui entretiennent ces préjugés grâce auxquels ils vivent et perpétuent leur domination sur les masses travailleuses des Balkans.

PARTIE ALLEMANDE

Eine französische Enquete in Bulgarien

Daniel Renoult war in Bulgarien. Er ging hin im Auftrage der „Humanité“, Paris. Er sah das Schreckliche der Lage unter der Zankow'schen Gewaltherrschaft. In der Nummer der „Humanité“ vom 1. September beginnt er seine Eindrücke wiederzugeben:

„Die „Humanité“ in Bulgarien? Sie ist doch dort verboten? Selbstverständlich! Öffentlich dringt nur ein Exemplar in Sofia ein. Es ist reserviert für den Herrn Kalfol, Minister des Aeußeren.

Wenn die Nummern unserer Zeitung keinen Eintritt haben in das Land des schrecklichsten weißen Terrors, den man sich je vorstellen kann, wie kann dann ein Mitarbeiter unseres Organes, in Fleisch und Knochen, dort toleriert werden?

Um hinzugehen, sind ja die Schwierigkeiten groß. Da sind diejenigen, die von der Zankow-Regierung herrühren, welche, die bulgarischen Kommunisten in methodischer Weise totschiendend, es nicht würden dulden können, daß fremde Kommunisten ihnen zu Hilfe kämen.

Es gibt für einen Bürger der freien französischen Demokratie die noch dazukommenden Hemmnisse der Regierung des Links-Blockes. Diese letztere verweigert einfach die Pässe, indem sie sich dabei nicht scheut, auf diese Weise mit einem Regime von blutigster Reaktion mitzuarbeiten. Schrameck beißt sich, Zankow zu helfen.

Trotz all dem und dank der Scharfsinnigkeit, der wunderbaren Hingebung der Kameraden und der günstigen Chance kann man schon durchgehen. Und ich bin durchgegangen.

Ich habe gesehen. Ich habe gehört. Und ich komme um an die Arbeiter, an alle Menschen zu appellieren, die ein Herz besitzen: „Sie glauben nicht, welche Greuel dort verübt wurden und heute noch verübt werden! Sie ignorieren fast alles von dieser düsteren Tragödie, in welcher ein Volk untergehen wird, wenn nicht ehestens den Opfern Hilfe zuteil wird.“

Oh! Die Reaktion steigt in der Welt. In Jugolavien, in Rumänien, in Griechenland, in Ungarn wütet die Unterdrückung. Nach den Henkern von Esthonien kommen nun diejenigen von Polen, die Empörung des internationalen Proletariats aufzulodern. Nichts aber gleicht dem bulgarischen Schrecken!

Seit zweiundeinhalb Jahren hat sich in diesem durch

PARTIE ALBANAISE

Drejtësi Iazzaroniane

Gjyqi i Tranit

E kemi ditë prej historis se karakteristika ma tipike e qeveris italiane ish pa-besi a, — e kemi pa qe në kohën lutes botusre se besa e fjala e dhanun ish in fjale pa-kuptim per të, — i kemi pa e i kemi ditë këto e të tjera e prandaj ish in kmdoheri „allerta“ per kundrejt fjalvet e prenitimevet të politikës italiane; — dyshojshim — e kishim të drejtë — në prënat e Deveris italiane, por kurr s'dyshvishim — e këtu paskemi këne krejt të zabushem — në dnjtesin e indpendencen e gjygit italian.

La C. G. T. U. de France contre la terreur blanche en Roumanie

Les membres du Conseil général des syndicats unitaires de Roumanie ayant été tous arrêtés, la Confédération Générale du Travail Unitaire de France, dans un bel élan spontané de solidarité fraternelle, a adressé au gouvernement roumain la protestation télégraphique suivante:

„La Confédération Générale du Travail Unitaire de France proteste auprès du gouvernement roumain contre l'arrestation du Conseil général des syndicats unitaires de Roumanie. Pareille mesure constitue violation flagrante du droit syndical et attentat contre la classe ouvrière. Syndicats unitaires de France sont solidaires des syndicats unitaires de Roumanie.“

drei Kriege (von 1912 bis 1918) vollkommen ausgebluteten, ruinierten Lande eine in der Geschichte durch ihre Grausamkeit einzig dastehende Reaktion etabliert und nicht einen einzigen Augenblick hat sie ihr Opfer aufatmen lassen.

Kollektive Schlächtereien, Morde, Hinrichtungen ohne gerichtliches Urteil, Galgen, Vergiftungen, erneuerte Inquisitions-Torturen! Der Vater aufgehängt, weil der Sohn ein Kommunist ist! Der Bruder gefoltert, weil sein Bruder ein Agrarier ist! Da eine Frau zu Tode verurteilt, weil sie einem „Verschwörer“ Quartier gegeben hat! Hier ein Advokat in seinem Hause mit Bomben getötet, weil er vor dem Kriegsgericht einen Angeklagten verteidigt hat! Ein anderer wieder verhaftet und dann im Gefängnis ermordet, weil er einem Fremden, der Erhebungen machte, als Uebersetzer gedient hat!

Tausende! Hören Sie mich, Kameraden? Tausende von Männern und Frauen sind dort unter Foltern seit dem 9. Juni 1923 gestorben. Und der Strom von Blut fließt immer weiter!

Ein Engländer, der von unseren kommunistischen Auffassungen sehr weit entfernt ist, sagte mir in Sofia: „Gladstone hat die Bulgaren von den Türken, die sie ausrotteten, gerettet. Man muß jetzt die Bulgaren vor ihrer eigenen Regierung retten.“

Ja! Es ist dies eine Aufgabe internationaler Solidarität, die wir erfüllen müssen.

Im Mittelalter verdiente sich der byzantinische Kaiser Basil den Beinamen „Bulgarentöter“ wegen der großen Gemetzeln, die er auf den balkanischen Schlachtfeldern vollbringen ließ.

Diesen historischen Beinamen gibt das bulgarische Volk jetzt seinem eigenen König, welcher seit zwei Jahren dem Todeswerke präsidiert, welches vom Ministerium des Staatstreiches in unversöhnlichster Weise durchgeführt wird.

Es appelliert an die brüderliche Hilfe der westlichen Arbeiter — Franzosen, Engländer, Deutschen, Belgier, Schweizer, Italiener — gegen diesen mörderischen Monarchen, gegen diese mörderische Regierung.

In seiner großen Not hofft es nur noch auf sie; es hofft auf ein Erwachen der europäischen Meinung, indem sie endlich dem Henker zuruft: „Du wirst nicht mehr töten!“

Ich werde versuchen, mit Tatsachen, mit Dokumenten, mit Zeugenaussagen diesem Erwachen zu helfen, dessen wohlthuenden Effekt zu beschleunigen; zuerst, damit alle diese tragische Situation verstehen können, werde ich erklären, wie, von Katastrophe zu Katastrophe, das unglückliche Bulgarien in den blutenden Abgrund gefallen ist“

Daniel Renoult

(„Humanité“, Paris, 16. September.)

U desht vrasja e të mjerit Gurakuq, per me i hjekë masken prej flyre Iazzaronvet të Tranit; u desht assolvimi i nji incendiari kriminal, per të na provne se sot në token e Mussolini edhe gjygiëtar — është së janë tjieler vec, marionettët e Duce-s.

Rrjedhja e krimiit është pershkrue mjaft herë e na s'duam t'a persrisim këtu, pse s'jemi aq naiv sa të dyshojm as per nji minutë, se gjygiëtar e Tranit i dhane faljen kriminelit, pse ish in të marshtruem: jo vendimi i gjygiëtorvet të Tranit është dhanë me djeni të plotë të çeshtjes e me vullnet marsh-trimi!

Fare, mirë e dish gjykatoria e Tranit se incendiari kriminel i kalbur, vite i liruëm prej burgut të Shqypnis, — vite prej pallatit t'Ahmet Zogollit me letra porosije per Çatin Saraçin: porosina kriminele qi maloku mation i nepte bravo-s së tij, haramit shkodran, per t'organizue atentatin ndaj atë qi ish shuplaka e ketyne fundrinave shoqnore.

Fare mirë i kâ ndij gjykatoria e Tranit, dishminat e Pollastrellit, atij nëpunsit të ndershem italian, qi nderin e e vet s'e perulte para kerbaçit të Diktatoris; — gjykatoria e Tranit e kâ kuptua fare mirë priten të vume para hotelit Cavour, prej Çatinit, — faqe me ndr — konsull i Ahmetit në Bari; — fëtyra e zbët, tëdridhunit e tij, atherë kur Pollastrelli, para gjykatores i vunë gishtin si kriminel, e trathtoj ket farë burri, qi si apache, mshehun skutavet e në terr, i kish drejtue doren kriminelit, kushrinit të dëj të tij; — tuta s'e la me xanë vënd në vendin e kriminit ket lepur-kriminel e, me ikjen të tijen, i vunë kriminit valen zyrtare: velieri qi ish dergue prej Ahmetit, kopies kriminelles Baltjon-Çatin, ish, mprojtia qi begu i dergote satelitet-ve të tij!

Këta prova të kjarta si drita, të gjitha i dish gjykatoria e Tranit, e të gjitha i sabotoj, — deri dokumenti original me dorë të kriminelit, adresue Zogut, Cenos e Saraçit per ndimë, u msheh prej gjukatësve të Tranit: telegrafa protestimi per ket mshehje — qi kudo tieter është krim gjygit — hupi ner dnert e Presidentit të Tranit!

A thue ka ma dyshim se gjyjetaret e Tranit nuk distin se cka bëshin?

Jo, gjyjetart e Tranit e kan pà të vteteten aq sheshasi sà rradhë është pà ndoj herë në ndoj rasë tjeter kriminale, — por në gjyjin e Tranit nuk u kerkote e vteteta, por profiti qi munt t'u nxirrte permbi kufomen e pergjakun të Gurakuqit!

Spekulacione çifutnish u bane permbi vorrin e Luigjit: rrasa e vorrit të tij kje oloku ku u bà pazari mà i poshter qi të kët pà historia; shpirti i tij ish aq i naltë, randësia e tij aq e madhe per vënd t'onë, sà edhe trupi i tij i ydekur, i paraqiti trathëtis rasen per nji usufuktim në tokët shqyptare.

Heshtia e gjykates së Tranit, kje blë me koncesionet e Bankes e me shpnesat e Karaburunit: lott qi Mussolini derdhi per Vlonë, po tëren me gjakun e Gurakuqit.

Turp e skandal pemi tye o Itali! Gurakuqi, miku i nxehtë i nji afrimit shqyptarë me tye, patriot i thieshtë i çishtjes kombtare, të bje mik në shpi, të vrahët në besë, e ti — e pà — besë e trathëtore, ndalë doren drejtesis, shet gjakun e mikut e me ket blën prej gjaksorit të tij token shqyptare.

A thue kâ ma shqyptarë qi munt të kit besim në ket hjenë? A thue nuk do ti jetë kjo rasë nji shembull i per-hershem per tanë shqyptarët per t'u largue me tmerë nji herë e per gjithmonë prej lames së trathëtis?

Jo, mos të rrëhemi mà, nji qeveri qi e ulë kaq nderin e saj, ka në krye plane infernale naj bregun shqyptar.

Shuplaka qi gjyji italian i bjë sot nacionalizmes shqyptare, tuj barabasue nji Luigi Gurakuq, nderin e nacionalizmes shqyptare, nue Esad Toptanin, niërin e turpit e të trathëtis, —nji Avni Rustem, heroin e dialeris kombëtare me Baltsinin, fundrin ma të kalbur të kriminit, kjo shuplakë është aq e randë, sa çon zëmren gjak të gjith popullit shqyptarë.

Kombi shqyptar kâ pësue mjaft, por as prej anmiqvet mà të mëdhaj s'kâ pësue endë pà — burrnin e trathitin e Tranit: populli shqyptar prej kësaj shuplakë a shtrve per dhë sot e, aty në mjerim i sidhenn nji ka nji, fantasmet e kohes së putardhëshme: shef se Vlonë po shkon, shef se copëtimi i kercnohet Atdheut prej pà — besis italiane.

Maska rà per dhë, e ftyra e finqjes, plot lajka deri djë, na diftohet sot e tmershme e plot terbin!

Nacionalizma shqyptare a veshë sot në zì e, imperi-alizmi italian ja veshi ket petk.

Vorri është banesa e predestinueme per në, por, mos të harrojnë fqinjët të pa — bis t'onë se per së gjallit nuk qitet kush në vorr.

Mjaft është sot qi të kuptojmë se rruga e Romes është rruga e Kalvarit.

Na ket rrugë s' do t'a marrim!

Shqypni, Shtatuer.

Maranaj

PARTIE SERBE

Бугарска — крваво море

Под тим насловом (Bulgariens Blutstrom) издала је »Лига човечијих права« у Немачкој једну малу брошуру — крвљу писану. »Лига човечијих права« није могла прешути толика убојства, толика уморства, толики бестијалук црне Панковљеве владе у Бугарској, јер када би она то прешутила, онда неби имала нити права на опстанак. Она је издала ту брошуру читавом свету на преглед, она не говори лажи, него само оно, што кажу очевидци и они, који су на властитим леђима Панковљев терор осетили, она говори на уста саме бугарске владе и њених пријатеља, њених новина и њених официјелних статистика.

Ми ћемо у овом нашем кратком чланку цитирати само неке изводе из те брошуре и на тај ћемо начин настојати да барем донекле иприкашемо стање данашње Бугарске.

»Чланови енглеске радничке партије и чланови енглеске доње куће пуковник Wedgwood, William Mackinder и пуковник Malone изјавили су, након свога повратка из Софије ово: »Наше је дубоко уверење, а то ми кажемо, пошто смо дуго времена и савесно о томе размислили, да је страшно недело на катедралу проузроковано методом владавине Панкова и прогањањем читаве опозиције, која је стављена потпуно ван закона, укратко, оно је произведено уморствима и спутавањем јавнога мишљења по Панковљевом режиму. Задњих двију година није могуће означити нити на једну седмицу, која је прошла мирно, а да није био убијен или један виџенији комунист или сељачки вођа. Јавно мњење широм овога света мора настојати, да се — у име свеопште праведности — сви позатварани изведу пред суд, јер није могуће да су 6000 људи, или још много више њих, који данас чаме по бугарским затворима, били улетени у атентат на катедралу Св. Недеље.«

Овај смо пасус дословно донели на првоме месту стога, да би читатељи видели ко је кривац атентата и да је атентат само повод жељи тамнога Панкова, како би се решио свих својих политичких непријатеља, а особито револуцијонера.

Под насловом »Шта се догађа у Бугарској?« каже се у тој брошури:

»Бугарска се налази већ од пуне две године у најгрознијем рату. Већ 17. јуна 1924 год. изјавио је министар унутарњих дела генерал Русев парламенту: Морам признати, да софијским улицама идем исто као и по шанчевима за време светског рата.«

»Ко влада у Бугарској? Професор националне економије Панков, резервни генерал Русев и коначно генерал Влков. Тај је триумвират, а уз непосредну помоћ осталих милитариста, извео пуч 9. јуна 1923, срушио сељачку владу Стамбулискога, помогао се моћи и објавио бугарском народу једним декретом, да је настала ера апсолутне демократије.

Од тог времена влада тај триумвират у Бугарској као предстваник партије, која је истом иза пуча на уметан начин створена, а која се зове »Демократско Уједињење« (»Демократически Сговор«).

А како изгледа та несретна ера потпуне демократије у Бугарској? Чујмо, што вели та брошура!

»У лето год. 1924, дакле годину дана пошто је Бугарском завладао Панков, походио је белгиски министар Вандервелд бугарски народ. Госп. Вандервелд је утврдио, да је у том времену побијено око 18.000 Бугара.«

А каковим се методама та »демократија« служи?

»У околини, града Фердинандова похватао је 150 усташа, које су онда до задњега побили, пошто су их до зла бога намучили, и измасакрирали. На и према рањеним револуцијонерима, који су се у болници налазили није било милости. Они су исто бивали измрцваривани. Није се поштедило нити лекаре као н. пр. Дра. Ст. Илијева и Дра. Бочева, нити самаританке Веру Дамјанову и Каћу Спасову, да нити самог свештеника Михаила Иванова. Пре него су били убијени мучили су их страшним мучилима. Тако су н. пр. Дру. Илијеву одсекли нос и уши, једно му око ископали, а друго му оставили здраво, да се узмогне осведочити што се догађа у болници са рањеним мученицима.«

»У селу Боровану код Беле Слатине ухаваен је директор прогимназије, Коста Петров, и на најбеспријатнији начин убијен. Он је био привезан за ауто, који је највећом брзином селом јурио, те је сваког часа био прободан пожељима тако дуго, док није издахнуо. Тако је тај мученик био изнакажен, да га се више није могло препознати.«

»У Филипопољу је на најбестијалнији начин било побијено преко 40 људи, који су били још пре устанка ухапшени. Многом од њих одсечене су уши, нос, језик и др. Тешком се је муклом могао утврдити идентитет следећих лешева: Н. Ф. Гинева, адвоката; Ст. Кирцијева, Ангела Шишковна, Пенча Савова, сва тројица адвокати, Хершковића, опћинског одборника; Галебова, бившег градоначелника; адвоката Гаврила Савова, Јанка Гинева, Стојана Карађева и Трифуна Илијева. Осим ових нестало је без трага и гласа још преко 200 људи. Ти су сви били још пре устанка ухапшени, а сада се више међу ухапшенима не налазе.»

»Свештеник Андреј Игнатов из Метковца код града Лома, један од вођа устанка у том крају, био је у свом селу ухапшен. На станици у близини села подигнута су вешала. Пред тим вешалима окупило се је — на заповед команданта владиних чета пучанство целог села. Свештеник је предведен свезаних руку. Ступао је јуначки и мирно, те стаде пред вешалима, окрене се према народу, који је ронио вреле сузе, и одржа му ватрен говор — говор искрен, задњи, пред вешалима. Крвник се официр пожури да му одсече реч конопцем, али му конопац спаде из дрхтавих руку. Свештеник се обрне према њему и одрешито му рече:

»Што дршћеш крвниче народни? Или се је можда у теби пробудила искрица савести?« Конопац, који му стегну врат пресече му реч, реч искреног и правог слуге и наследника Христовог. Четири је пуна дана ветрић лагано њихао његовом лешином на вешалима.»

А како се у Бугарској награђују синови истине?

»У пролеће 1924 год. махао је у парламенту, млади сељачки посланик, син негдашњег министра председника Д. Петкова и бивши секретар бугарског партишког посланства, Петко Петков, крвавом, одрпаном и куршумима испробујаном кошуљом. Махао је том кошуљом, која је припадала једном од побједених 50 несретника из села Сливнице управо, када су Цанковљеви министри упорно отклањали са себе сваку употребу терора.

Тај бугарски Матеоти није ни једног часа оклевао да изнесе на видело бестијалност Цанковљеве власти, и да

врши дужност пред народом, који га је изабрао и послао у парламенат, да га тамо заступа.

У лето исте године дошло је у парламенту до другог сукоба између њега и бугарске владе. Један од министара, Стојанчев, претио му је и окривио га, да он илегално делује. Народни посланик Петко Петков енергично захтева, да му се то докаже. Али министар није био у стању то да учини. Петков поведе процес против министра. Али тај се процес није могао довршити, јер неколико дана доцније — средином јуна 1924 год. — управо, када се је славила годишњица пуча, којим је Цанков насилно преузео власт, бива тај сељачки јунак и посланик Петко Петков убијен — у часу када је излазио из парламента — на путу, као често, од агента бугарске полиције, Каркалашева.»

А како се воде истраге противу револуционера у Бугарској, показује нам јасно изјава Петра Карастанова, сведока код суђења комунистичких омладинаца у Софији. Петар Карастанов рекао је пред судцима и пред целом присутном публиком следеће:

»Ухапсише ме 4. марта. Припадао сам савезу ратних инвалида. Захтевали су од мене да се легитимишем. Пошто ја тог часа нисам био у стању да то учиним, предадоше ме »Јавној Сигурности«. Окривише ме, да сам илегално деловао, а све то на основу оптужбе некога М. Денкова. Прочиташе ми неколико изјава тог човека, које сам ја енергично са себе отклонио. Срупише ме на тло и ударали су по мени, да су ми кости пудале. Онда ја казах да су изјаве истините. Причао сам истражном судији, да су ми неке потанкости познате као н. пр. о подизању у зрак мостова код Курилова, Гинџија и Сливнице. У ствари није ми ништа о томе било познато. Рекао сам то, како би се спасао мучења и тортуре.»

Овакових и сличних бестијалности Цанковљеве владе могли бисмо хиљадама навести, али нам не достаје места. Цела Бугарска данас не значи ништа друго, него бол и суза. У Софији се не може проћи улицом а да не видиш расплакану и у црно завијену жену, увиђело дете, које тугује за братом или бабајком. Нема поштењег човека у Бугарској ни изван ње, којем се неби срце окаменило видећи укочене сузне очи, од боли сломљених а од ножа Цанковљевог непокланих, поштењених, тужних људи.

К. Ј.

PARTIE ROUMAINE

Piere Basarabia! . . .

de I. Mihalache

Publicăm mai jos articolul deputatului Mihalache, fost ministru și Președintele Partidului Țărănesc din România, asupra situației Basarabiei. Tinem să adăugăm că nu împărtășim o bună parte vederile autorului acestui articol. Răspunderile „Pieirei Basarabiei“ de care d-l Mihalache încearcă să spele oligarhia românească se prezintă pentru noi cu totul altfel. Reproducem totuși articolul pentru constatarea brutală a situației nenorocite din Basarabia. Dat fiind personalitatea autorului, care nu e nici „bolșevic“, nici nu poate fi învinuit de simpatii pentru dânsii, nu e nici „rus“, nici cumpărat de dânsii, articolul reprezintă un document de o deosebită importanță.

Am văzut Basarabia acum șapte ani. Am văzut-o și acum după șapte ani. **Piere Basarabia!** Piere.

În 1918, m'am trimis dela Marele Cartier General al Armatei împreună cu alți vro 80 de învățători mobilizați să colindăm satele Basarabiei pregătind sufletele pentru Unirea pe care apoi a votat-o Sfatul Țării.

Si am văzut Basarabia în lung și în lat, timp de două luni și ceva, din Februarie până la Aprilie.

Era stup de miere neretezat.

După patru ani de război (1914—1918), Basarabia era plină de vite, ogrăzile încărcate cu nutrețuri, drumurile și pașiștele umplute cu cârduri de păsări; bărbații și femeile grași, vomici și bine îmbrăcați — n'am văzut opinci — numai ciubote — („opincarii“ erau, numai din „Rumânia“ și erau priviți ca ceva de răș) — și n'am văzut om desculț.

Si fusei în Basarabia, acumă după șapte ani de cărmuire românească. Colindai sat cu sat timp d'o săptămână, județul Chișinău, județul cel mai mare, așezat în mijlocul Basarabiei, întinzându-se dela Prut și până la Nistru, județ înzestrat cu toate bogățiile și cu toate satele locuite numai de moldoveni curați.

Si m'am întors cu sufletul zdrobit, și nu găsesc destule puteri în mine să tip, să sparg urechile surzilor și să deschid ochii orbilor cari conduc Țara Românească:

„Pierre Basarabia!“ . . .

Am văzut cârduri de țărani desculți, am văzut „mazili“ (răzeși, oameni, care se trăg din boeri), în trențe, am văzut bărbați și femei istoviți de sărăcie — cu fețele supte ca ale țărănilor săraci din vechiul Regat; am văzut vite puține și pipernicite. N'am văzut mai mult de 10 case noi — și mai mult de 10 garduri noi. Pretutîndeni am văzut sărăcia lucie! Basarabia nu mai era stupul de miere neretezat de acum șapte ani — Basarabia este stupul sleit și istovit care trage să moară! Strig din adâncul convingerii mele: cărmuirea din Țara Românească este de vină, cărmuirea din Țara Românească duce Basarabia în prăpastie.

Basarabia este o țară care trăește numai și numai din agricultură și din ramurile agriculturii: creștere de vite, pomi, vie, albine etc.

Cu rodul pământului, țărani basarabeni întâi își îndeșteuau nevoile de traiu, și apoi vindeau prisosul; iar cu banii câștigați cumpărau lucruri de fabrică trebuincioase și puneau economii sau sporiau avutul.

În multe județe țărani aveau ca ocupațiune de seamă creșterea de boi și de porci îngrășați, pentru export: îi vindeau în Austria și Germania. Vinul și fructele se desfăceau cu preț bun prin Odessa.

Nu mai vorbim de „grânele“ (cerealele) Basarabiei.

A venit unirea cu România. Dintr'odată li s'a tăiat drumul de scurgere a mărfurilor ce aveau de vânzare; fructele putrezesc pe loc, vinul se vinde cu 50—60 lei „vadra“, boii și porcii împiedicați la export cu taxa de 10.000 lei de cap de bou și 1500 lei de cap de porc, cerealele Basarabiei — mai eține ca ori undă în restul țării din pricina lipsei de drumuri. Se mai adoagă și câte un an de secetă de care Basarabia a avut nenoroc în ultimii ani — și mai vine un șir de impozite cu care ei nu erau obișnuiți (nu mai înșirăm aici ciubotele slujbașilor regăteni pe care statul român i-a trimis în Basarabia).

Si acumă să dăm d'o parte pricinile de sărăcie a Basarabaii de care nu poate fi făcut vinovat guvernul țării — pentru a ne opri la acelea de care este răspunzător.

Nu-i vinovat guvernul de secetele ce au căzut câțiva ani pe capul bieteii Basarabii;

Nu-i vinovat guvernul nici de totala lipsă de drumuri și cai ferate din Basarabia — deși ar fi putut lucra mai mult în latura aceasta;

Nu-i vinovat nici de tăierea comunicației cu Odessa — unde se scurgeau fructele și vinurile Basarabiei. (Deși un guvern al țăranilor ar fi făcut pacea cu Rusia, încă din 1920, așa cum era s'o facă guvernul Vaida în condițiunile dorite de România, decât ambiția, orbirea și căința liberalilor n'ar fi împiedicat această pace.)

Dar este vinovată cărmuirea țării:

— Că n'a găsit drum de desfacere bogățiilor Basarabiei, care putrezesc pe loc ruinând populația;

Că prin „taxe de export” a distrus complet o ramură de îmbogățire a Basarabiei: creșterea vitelor pentru export;

— Că prin fel de fel de taxe, toate articolele pe care le vând țăranii, le vând cu prețuri de răs — față de prețurile articolelor pe care le cumpără țăranii din comerț: (fer, plug, humbac, încălțăminte ș. a.).

„Cum să nu dăm îndărăt ca racul — domnule — îmi spunea un țăran basarabeian dacă ale noastre se ieftenesc și ale fabricanților se scumpesc.”

„Iacă, înainte de război, mă duceam la oraș, cu 10 puduri de grâu (un pud fac 16 kgr.) luam 10 ruble, și cumpăram un plug. N'aș zice nimic că s'a scumpit plugul — dar să se scumpească tot așa și grâul meu, ca să iau plugul tot cu 10 puduri grâu. Dar acum plugul este 3000 de lei, și pudul nostru de grâu — când îi vindem noi toamna este mult 100 lei. Eu trebuie să dau acumă 30 de puduri — în loc de 10 — p'un plug. Cum să nu sărăcim?”

Iar altul spunea:

„Ce folos c'a intrat pământul în mâna noastră atunci când fu sloboda? (revoluția). Boerii ne-au lăsat pământul — dar ne iau rodul d'agata. Noi suntem ca ciobanul care e stăpân pe oi numai ca să le pască — dar altul vine și ia laptele și lăna!”

Acesta este grovazul adevăr.

Cu pământul în mâna lor, țăranii basarabeni sunt ruinați de politica păcătoasă pe care o face cu agricultorii — cărmuirea românească al cărui suflet (mic și strâmt) este d. Vintiulă Brătianu.

Orice țară agricolă de pe pământ, cu populația cea mai muncitoare, cea mai economică, cea mai liniștită, cea mai ordonată — ar sărăci în câți va ani, cu un asemenea chip de conducere.

Si sărăcesc astfel în Basarabia nu numai satele de români, — ci și proverbialele sate de coloniști germani.

Si sărăcind țăranii — sărăcesc și orașele, căci deverul cel mare al negustorilor și meseriașilor de la orașe, îi formează țăranii — când au bani. Vezi jalea și în orașele Basarabiei: prăvăliile goale, casele în ruină, aproape nici o clădire nouă nu se mai construiește, lumea tristă și descărățată!...

Si când o asemenea populație își arată aceste simple și firești nemulțumiri — guvernul vede: „bolșevism venit de peste Nistru!” Si trimite pentru lecuire jandarmi și slujbași recomandați de cluburile, cu mâna liberă să jefuiască și să omoare!...

Iar vinovatul cel mare este... Opoziția, care e înțeleasă cu Moscova!

Pentru Dumnezeu: **Tara aceasta e condamnată să fie lăsată pe mâna orbilor...**

PARTIE BULGARE

Мирът на Балканите

Мир на Балканите? Той се желяе от всички балкански народи. В негово име се водиха войните в 1912-13 год. В негово име всички балкански държави взеха участие в световната война. Сега, седем години след свършването на тая война, все още нема мир на Балканите.

Мир на Балканите! Колко много се желяе той от балканските народи! И все пак, при сегашното положение там, и най-големия оптимист не може да мисли, че той е предстоящ.

Преди балканската война, балканските правителства, всички буржуазни партии и организации сметаха, че до като Македония и Тракия съставляват част от отоманската империя, мир на Балканите не ще има. Те мислеха, че като се отнемат тия области от Турция и се поделят между балканските държави, ще се разреши македонската и тракийската проблеми.

Балканската война избухна. Тя свърши с победата на съюзените против Турция балкански държави. Подписа се Лондонския договор. Турция отстъпи тия провинции на победителите.

Обаче, още не бе свършена балканската война, съюзниците почнаха да се готвят за война помежду си. Спора беше за плячката. Те се разкараха.

Междусъюзническата война избухна. Тя свърши с победата на Сърбия, Гърция, Ромъния и довършения общ неприятел Турция. Извърши се нова поделба на плячката. Букурещкия договор от юли 1913 г. санкционира тоя грабеж.

Войните от 1912-13 г. се водиха, без да имат балканските народи възможност да си кажат думата. Тия войни се водиха за «освобождението» на християнските народи в европейската Турция, без те да изразят своето желание да бъдат «освобождавани».

Турция беше изгонена от Албания, Македония и западна Тракия. Но мир на Балканите не настъпи. Напротив, с изключение на Албания, която доби своята самостоятелност, по-скоро привидна, и стана арена на състезание на европейския империализъм, положението на «освободените» християнски народи стана по-лошо, отколкото то беше преди тия войни. Робството на «нехристиянската» власт се оказа благоденствие пред «освобождението» на балканските «християнски» правителства. Християнските народи в негодна европейска Турция и специално македонския

народ попаднаха при режими, несравнено по-тежки, по-притеснителни от турския режим, особено ако се направи сравнение с конституционния турски режим от 1908—12 г.

Доиде европейската война. Тя свърши с ново прекрояване картата на Балканите. Образува се и една нова държава — Югославия. Македонския и тракийски народи останаха пак под управлението на чужди правителства. Положението им ставаше от ден на ден по-лошо.

Ние често сме имали случай да изнасяме тук какъв е режима в Македония и Тракия, за да има нужда сега да се спиране на това.

След световната война положението на потиснатите народи в Македония и Тракия се влоши. Също тъй се влоши положението и на разните славянски и неславянски националности, които уж доброволно се присъединиха към новата югославянска власт. Вжн от това, световната война не допринесе с нищо, за да се стабилизира положението на самите балкански държави. Причината на това трябва да се търси в ръководните принципи на политиката на тия държави. Идеята която е ръководила правителствата на България, Сърбия и Гърция от преди 20—30 години, идеята, която е ръководила тия правителства, когато са сключвали нападателния съюз от 1911-12 г., продължаваше да ги ръководи и след световната война. Идеята за завладяване, за присвояване на нови територии — сега вече не от Турция, а от други държави — и сега още съставлява същността на политиката на тия правителства.

Тая завоевателна политика, обаче, не се манифестира еднакво от тия правителства. Правителството на най-силната балканска държава, Югославия, като най-голема държава, дава най-много признаци, бихме казали даже доказателства, че се стреми да присъедини нови територии от Албания, Гърция и България. При невъзможност да направи това сега, това правителство се задоволява да засили своите позиции по отношение на останалите балкански държави, от които то се стреми да завоюва територии.

Югославянското правителство успе да засили своето влияние в Албания, като свали правителството на Фан Ноли и постави на чело ва Албания своята креатура Ахмед Зогу. То се стреми да използва първия благоприятен момент за да си присъедини части от Албания.

По отношение на България, то се стреми да използва всевъзможни случаи — днес некакви атентат против неговия военен представител в София, утре некакви изявления на министрите на Цанков, други ден изчезването на некой негов поданик и пр., за да застави изгубилото всеко доверие и престиж в страната българско правителство да удовлетвори всички негови искания, до като намери момента подходящ, за да тури ръка на Перник, Петришкия край, а може би и на Кюстендилския окръг.

Но, докато настъпи тоя момент, то иска да си полужи с правителството на Цанков за да засили своите позиции по отношение на своята неотдавнашна съюзница.

Що се отнася до българската политика на правителството на българските фашистки диктатори, тя е ясно определена:

Това правителство, което извърши преврата на 9 юни 1923 г., защото Стамболийски беше се споразумел с Пашич и се дезинтересираше от положението на македонския народ под Сърбия, не само прие сключеното от Стамболийски споразумение, но от 2½ г. излага престижа на войската и достойнството на министрите, търпи унижения, каквито никога власт в света не е претърпявала по отношение на каквото и да е чуждо правителство, и натовари българския народ с разни реквизиции и репарации, с което направи още по-тежък живота на българските трудови маси. То продаде най-жизнените интереси на българския народ. То преследва македонското освободително движение. То е готово да предаде на Пашич-Карагеоргиевич своите най-верни слуги — македонските върховисти и техните легални организации в България, само и само да спечели благоволенieto на югославянското правителство, милостта на Пашич. Действуйки по тоя начин, това държаво правителство се надева, че правителството на Пашич ще се откаже от окупирането на земи от сегашната територия на България и ще може един ден, с негово съдействие, да завладее, макар и малко парче, македонска или тракийска земя.

Гръцкото правителство от своя страна, виждайки как апетитите на сръбските империалисти всеки ден нарастват, забелезвайки, че усилията на Цанков да се «оближи» с югославянското правителство са на път да дадат известен резултат, макар и временен, с безпокойство гледа на своето критическо положение. То се надеваше чрез трюка, който Политис направи миналата година с подписването на споразумението за покровителството на българските малцинства в Македония, да неутрализира България. Но играта му не успе. С денонсирането на гръцко-сръбския съюзен договор от 1913 г., югославянското правителство застави Михалакопулос да се откаже от сключеното в Женева споразумение. Обаче, това не беше достатъчно за Пашича. Той не се задоволи и с признаването на «славянски» малцинства в Македония. Той предявяваше всеки ден все нови искания.

Поведението на югославянското правителство предизвика големи опасения всред гръцкото правителство и гръцката буржуазия и специално всред военните кръгове. Военните лиги веднага вдигнаха аларма. Те заявиха, че не могат да се правят повече отстъпки на Сърбия.

На 25 юни тази година генерал Пангалос извърши известния преврат. Сегашния шеф на гръцкото правителство извърши преврата под лозунга, че отечеството е в опасност и че на чело на управлението требвало да застанат лица, които ще се противопоставят на агресивната политика на югославянското правителство по отношение на Гърция. Това и стана. В Белград погледнаха с недоверие на новото правителство, което обаче, побърза да успокои своята северна съседка, като заяви, че желае да живее в най-приятелски отношения с нея и че то нема никакви агресивни намерения по отношение на когото и да било.

Правителството на Пангалос не можеше иначе да постъпи. То беше принудено да действува така, макар и то, както и всички предшествувачи гръцки правителства, да не беше се отказало от мисълта за присъединението на нови чужди земи, от Албания например.

Гръцкото правителство беше принудено да бъде в дефанзива, да се явява защитник на статукво-то на Балканите, защото сега то се чувствува слабо колкото и да е голямо желанието му за завладяване на чужди територии.

То требваше да намери некакви изход от това положение.

Генерал Пангалос знаеше, че югославянското правителство ще продължава да иска по-големи политически и икономически концесии в Гърция. И основателно то се опасяваше да не би исканията на това правителство за раз-

ширението на сръбската зона в Солун, за отстъпването експлоатацията на частта Солун — Гевгели от железнопътната линия Солун — Зибевче и покровителството на «сръбските» малцинства в Македония да засилат до такава степен позициите на Югославия по отношение на Гърция, че в недалечно бъдаще тя да успее да разпростре своята власт до Солун.

И Пангалос призова за арбитраж западно-европейски държави.

Чрез своя министър на външните работи Рендис гръцкото правителство публично заяви, че Гърция желае да се уредят по приятелски начин всички неразрешени въпроси между нея и Югославия, че тя предлага сключването на един задължителен арбитражен договор, а след това един договор за сигурност, разбира се, на базата на съществуващите мирни договори.

Както и требваше да се очаква, предложението на Рендис не бе добре посрещнато от югославянското правителство. То пропадна, макар и некои от големите държави и видни представители на европейското обществено мнение, като проф. Олар, да посрещнаха със симпатии послъжката на гръцкия министър на външните работи. Опита на последния да се сложи на разглеждане тоя въпрос в тази годишната сесия на обществото на народите бе осуетен. Вместо обща конференция на Югославия, Гърция и Ромъния за сключването на задължителен арбитражен договор и гаранционен пакт, както предлагаше Рендис, гръцкото правителство се задоволи с направеното от Югославия предложение за подновяването на прекъснатите още при кабинета на Михалакопулос преговори за възстановяването на сръбско-гръцкия съюз.

Още от сега може да се предвиди какви резултати ще дадат тия преговори. Югославянското правителство, като по-силно, ще успее да се наложи. То ще получи исканите концесии. Обаче тук нема да се спрат работите. Югославянското правителство ще продължава да преследва своята цел за завладяването на македонската територия до Солун.

Така се очертава сегашното положение на Балканите.

* * *

Мир на Балканите не ще има. Мир не може да има, до като в балканските страни са на власт Цанковци, Пашичевци, Пангалосовци, които се стремят да завладеват чужди територии, до като те се отказват да признаят правото на народите за самоопределение. Сегашните балкански правителства продължават политиката на своите предшественици за завладяване и угнетяване на народите. Те гледат на балканските народи като на стадо овце, с което могат да разполагат както искат.

Повтаряме, докато господари в балканските страни са партии и лица, които се стремят да завладеват чужди земи и да потискат народните маси, мир на Балканите не ще има. Потиснатите народи и угнетените работни маси не могат да се помирят, не ще се помирят със сегашния ред на нещата на Балканите.

Каквито прекроявания на картата на Балканите и да стават, каквито споразумения сегашните балкански властелини и да правят, каквито санкции и да се дават на тия споразумения от европейските империалистически държави — мир на Балканите не ще има.

Мир, истински мир на Балканите ще настъпи, само когато се сгромолясат кървавите режими в балканските държави и балканските народи добият право да се самоопределяват. Но това може да стане само при Балканската Федерация.

Д. Владиславов

Правителството на Цанков пред обществената съвест

Какво се установи във Виенския съд

Възмутената общественна съвест намери удовлетворение.

Това е втория случай, когато европейското обществено мнение можа да се осведоми върху положението в Македония и условията, при които са поставени да живеят балканските народи.

Пред европейската общественост се разкри трагичното положение, в което от десетилетия насам живее македонския народ; пред нея се разкриха непоносимите условия, в които се намира македонския народ, от като той изпитва сладостите на режимите на своите «братя християни»; пред нея бе представена целата картина на македонския ад.

Пред Виенските съдебни заседатели беше изправена да отговаря за своето подло злодеяние физическия убиец на Паница. В действителност, пред съда се намираха Цанков и Протогеров, представителите на кървавата система, която цари в Бългавия и Петришкия край.

Целия правителствен печат в Бългавия, бългавски и македонски, представи убиеца на Паница като национален герой. Всички чужди вестници, поставили се в услуга на бългавската военна диктатура, се мъчеха, преди процеса и особено през време на процеса, да представят мизерното оръдие на върховистката банда като патриотка, идеалистка.

В съда, обаче, се установи, че Карничу — тъй се казва убиеца на Паница — никога не е била македонски деятел, никога не се е интересувала от положението на македонския народ, никога не е участвувала в македонското движение. В съда се установи, че тя не познава болките на македонския народ; тя е прекарала в Македония, като дете до 4 годишна възраст и през време на европейската война е престояла, всичко на всичко, два месеца в своя роден град, който тя е trebвало да напусне, понеже местното население не е могло да търпи в своята среда една развратница...

През целия свой живот Карничу се е интересувала само от «търговията» на своя баща, сарафин, — която се е състояла в спекула и контрабанда на стоки и разни валюти. И когато «търговията» на нейния баща е престанала да бъде доходна, тя е станала «революционерка».

В съда Карничу заяви, че тя е пътувала често между София и Цариград, по «работа». На въпроса на прокурора, каква е била тая «работа», убиеца, без да си даде отчет за впечатлението, което е отговора си ще направи, заяви: това е моя частна работа, това е професионална тайна. Напразни беха усилията на нейния лъжлив защитник, да обясни целта на нейните чести пътувания. Само това беше достатъчно, за да бъде представена «македонската Жана д'Арк», която извърши едно непознато в историята по своята подлост престъпление, в истинската й светлина. За съдебните заседатели и за целата европейска общественост стана ясно, че Карничу и Паница като платено оръдие на македонската фашистка банда.

Опитите на нейните защитници да представят, че тя е извършила убийството на Паница по патриотически побуждения пропаднаха. Техните доказателства — това беха показанията на самия убиец. Обаче, тия показания не можаха никога да убедят, че тя е действувала по идейни мотиви. Силно впечатление произведе в съда паралела, който прокурора направи между Шарлота Корде и Жана д'Арк, от една страна, и тази престъпница твар, наречена Менча Карничу, от друга: Карничу се е решила да убие Паница, само когато е била сигурна, че нема никаква опасност за нейния живот; че след убийството на Паница и параняването на неговата жена и неговия другар, тя е затворила вратата на ложата в тегляра за да не бъде застреляна и най-сетне е завявила на прислугата, че иска да я заведат в полицията, за да не бъде убита. Така ли са действували Корде и Жана д'Арк?

В съда се установи по най-очевиден начин, че обвинението против Паница, какво той бил оръдие на сръбската реакция, е една мизерна клевета. Самия нейн защитник требваше да признае, че обвиняемата немало защо да доказвала, че Паница бил предател. Че тя била предполагала, че той бил такъв и че след сто години историята щела да каже своята дума...

Защитника на Богатинов, другаря на Паница, Др. Маурер изтъкна всичката идиотщина на обвинението против македонския революционер, какво той бил в услуга на сръбската реакция, като едновременно бил получавал пари от болшевиките. Кой може да допусне, заяви Др. Маурер, че болшевиките ще подкрепят Паница, ако той е в услуга на сръбската реакция, когато се знае как югославянското правителство преследва комунистическото и работническото движение, когато това правителство е направило ред дипломатически постъпки за изгонването от Виена приятелите на Паница — целата редакция на в. Балканска Федерация?

В съда се установи още, че Паница е посветил целия си живот на служба на македонския народ, че той е бил един от най-смелите и решителни борци против притеснителите на македонския народ и против завоевателните стремления на балканските правителства и техните македонски наемници.

За европейското общество, обаче, най-голям интерес представляваше въпроса, защо убиха Паница и кои са вдъхновителите на М. Карничу.

Това и се установи.

На Виенските съдебни заседатели и на европейското общественно мнение стана ясно, че «отвратителното убийство, което извърши М. Карничу, е само едно звено от веригата убийства, които зацалпаното в кръв правителство на Цанков върши също тъй в чужбина» (Арбайтер-Цайтунг, 2 октомври 1925).

В съда се установи още, че правителството на убийците на бългавския народ от 2½ години насам избива бългавски работници, селяни и интелигенти; че 20.000 души бългавски граждани са избити от това правителство и че в Бългавия цари един страшен бел терор, непознат в никоя страна в света.

В съда се установи още, че в този нещастен македонски кът, наречен Петришко, бандите на Протогеров са участвували в потушаването на народното възстание в 1923 г., като са убиили 110 души македонски революционери; че те са убиили в 1924 г. 160 души македонски общественици и революционери от левията на В. М. Р. О., между които Д. Х. Димов, Кантарджиев, Йовков; че една седмица след убийството в Бургтеатр 80 души селяни от Неврокопската околия са били убити, понеже са били заподозрени като съмишленници на сръбската революционна група, чийто водител беше Паница; че точно преди един месец са били убити в Горноджумайската околия 26 души македонски младежи, чиято вина е била, че не са участвували активно в движението на македонските предатели. В съда се установи най-сетне, че тия банди всеки ден убиват в този край свои противници.

В съда се установи че близки роднини на Паница са били преследвани, тежко ранени, а някои и убити от кървавата банда на Цанков-Протогеров.

В съда се установи още, че и в чужбина, и специално във Виена, македонската върховистка организация работи заедно с легациите на Цанков. Представителите на тая организация тук, Т. Карайовов, Н. Томалевски, Н. Велев са в непрекъснати връзки с чиновниците на бългавската легация в австрийската столица — Н. Антонов и майор Караджов. Пред Виенските съдебни заседатели се изтъкна ролята на Антонов, Карайовов и Велев в убийството на Паница и в подготовката на убийства на други противници на бългаво-македонския фашизм. Само благодарение имунитета, с който официалните чиновници на Цанков се ползват, и покровителството, което тукашната негова легация дава на емисарите на Протогеров, тия господа не беха изправени пред съда.

Бългаво-македонските фашисти във Виена употребиха всички средства, с които те можаха да разполагат, за да спасят своята жертва. В своя помощ те извикаха от София Йордан Вадев, М. Монеv, Т. Стоилков, Поцков и др. все оторани вдъхновители на върховистката банда в избиването на македонски революционери. Техните агенти във Виена се явиха в големо множество в съда за да окуражат подлия убиец. Представителите на бългавската легация и агентите на Протогеров — Карайовов и Велев, лично присъствуваха в съдебната зала, за да повдигнат духа на Карничу. Това и предизвика възмущението на защитника Др. Маурер, който в своята реч, при общото възмущение на публиката, прямо посочи на техното присъствие в съдебната зала и на подлата роля, с която те са се нагърбили. «Тук в залата залята той, се намират главатарите на кървавите бандити, Томалевски и Карайовов; те са дошли в Австрия под закрилата на имунитета, да убият останалите живи другари по борба на Паница.»

За да постигнат своята мизерна цел — да убият морално Паница и движението, към което той принадлежеше, бългаво-македонските фашисти прибегнаха до явни фалшивации на македонската история. Не стигаше, че те се стараеха да настроят общественото мнение и съдебните заседатели, като даваха ежедневно във вестниците, които са в служба на бългавската легация тук, разни неверни и измислени сведения за Паница, за убиеца и пр., но те се опитаха да фалшифицират исторически истини. Защитника на Карничу, посочвайки на някои данни за извършени жестокости в Македония през 1912/13 г., взети от публикацията на Карнеджиевата комисия, се помъчи да представи Паница като виновник за тия жестокости. Безочливостта на адвоката Пресбургер немаше граници. Вероятно той е взел на вера всичко, което Антонов и Т. Карайовов му са съобщили. Опитта му, обаче, излезе много несполучлив.

Адвоката на г-жа Паница, Др. Марил, изнесе пред съда, че в тая публикация се говори за жестокости, вършени от гърците, турците, сръбските и бългавските войски и чиновници; че в нея се говори за избиването и изгарянето на 2500 души турци селяни в Кукушка околия от **войводата**

Дончо, дългогодишен близък другар на Протогеров, и от Тома от Шип (Тодор Александров), идола на българския върховизъм, обаче, никде в нея не се говори, че Паница и другарите му се извършили каквото и да е незаконно, че те са направили нещо лошо на народа. В съда се установи, че Паница и другарите му винаги са защищавали македонското население, без да са правили разлика между разните народности, които населяват Македония. На отравеното от прокурора запитване, да посочи, на кого Паница е направил нещастие, освен убитите от него, по решение на серския окръжен революционен комитет, Сарафов и Гарванов, убиенца отговори: »Аз

немам нужда да посочвам това, делата говорят за себе си«. И държавния обвинител заключи: »Защото нема никакви такива случаи«.

Процеса против Карничу разкри истинската физиономия на българо-македонските фашисти. Присъдата на Виенския съд е присъда против кървавата техника дейност. Европейската обществена съвест осъди белия терор в България, прикова на позорния стълб неговите македонски сподвижници, Протогеров-Карайовов-Томалеви. Ние можем да бъдем доволни от нея.

Г. Казановски

PARTIE CROATE

„Hrvatski Narodni Federalistički Savez“ i „Savez Federativnih Slobodnih Republika“ na Balkanu

U historiji seljačkih pokreta ne može se naći sličan primjer izdajstva, kao što je to slučaj sa seljačkim pokretom Hrvatske, kojemu je njegov dosadašnji vođa Stjepan Radić zadao težak i bolan udarac. Nijedan seljački vođa na čitavoj zemaljskoj kugli nije tako jeftino prodao svoj narod, koji ga je do onog stupnja visine uzdigao, kao Stjepan Radić. Da spasi svoju bijednu glavu, koja mu nije niti u tolikoj opasnosti bila, nije se ustručavao taj „hrvatski narodni i seljački vođa“ da pokoleba i uzdrma redovima moćnog hrvatskog seljaštva.

To su opazili i mnogi dosadašnji, poštene, pristaše Stjepana Radića, pa su mu izrazili svoje nepovjerenje time, što su demonstrativno napustili redove toga narodnog izdajnika. Ali i ova opozicija, koja se je već podijelila u dva tabora, nije bila u stanju da upozna pravi seljački pokret, a da ne govorimo o tome, da ga povede do konačne i sigurne pobjede.

U rujnu mjesecu o. g. osnovao se Splitskom Konferencijom tako zvani „Hrvatski Narodni Federalistički Savez.“ Ako malo dublje proučimo suštinu ovoga saveza, onda nam se nameću dva pitanja, koja se moraju razjasniti.

1. Misle li pristaše i osnivači ovog saveza ozbiljno o federalizmu, i 2. Na koji način misle oni da se taj cilj može postići?

Ako hoćemo da odgovorimo na prvo pitanje moramo, htjeli ne htjeli, da se malo sjetimo nesretnih pogrešaka „Hrvatske Zajednice“, koja je već imala prilike da učini nešto pozitivnog za hrvatski narod, kada je još imala mase hrvatskog naroda za sobom i kada ga je ona zastupala u vladi i u parlamentu. Ona to onda nije učinila, nego je naprotiv pomogla reakciji i ugnjetavanju hrvatskog radništva i seljaštva; ona je dopustila da se srpska hegemonija učvrsti i da se donese „zakon o zaštiti države.“ Hrvatski je narod odgovorio na te fatalne greške time, što je listom napustio svoje dotašnje vodje. Osnivači „Hrv. Nar. Fed. Sav.“ koji su prije bili u „Hrvatsoj Zajednici“ opazili su te greške i hoće da ih sada poprave. Ali, dali oni hoće da poprave fatalne greške koje su oni počinili prema hrvatskome narodu, ili one greške, koje su počinili prema sebi kao vođama hrvatskih masa?

Jedan od onih seljačkih vodja, kome karakter nije dozvolio da izda hrvatskog seljaka, Dr. Stjepan Buć, narodni poslanik, piše u „Republikanskoj Slobodi“ ovo: „... razni gospodski špekulanti, misleći, da je sada došao čas, da se seljački republikanski pokret utuče i tako opet ti špekulanti, sa kojima smo već obračunali, dođu na površinu i zasjednu na narodnu grbaču.“ A malo niže kaže: „Svi oni ali — i to je gospodska politika — smatraju seljački, radni narod uopće manje vrijednim stvorovima koji je na svijetu da za gospodu glasa i radi, i nije u stanju da vlada sam sobom.“

U rezoluciji, koja je primljena na konferenciji u Splitu veli se u odlomku I. da se „Kraljevina S. H. S. ima urediti kao federativna država...“ A u istom odlomku kaže se: „Ovo uređenje provest će se putem revizije ustava.“ U odlomku III. o „Slobodnom seljačkom domu“ kaže se ovo: „Od svih veleposjeda ima se narodu (zemljišnim zajednicama, kućnim zadrugama i samovlasnicima) prije svega povratiti sve ono, što mu je oduzeto nepravednom i netočnom provedbom segregacije.“ a dalje: „Odšteta za zemlju agrarnom reformom izvlaštena, ima se posebnim zakonom urediti.“ „VI. odlomak govori, da se radnička prava moraju zajamčiti i da im se

moraju osigurati uvjeti rada i mogućnost doličnog života. A šta je od svega najkarakterističnije u odlomku VII. pod naslovom „Društveni odnošaji“ kaže se doslovno ovo: „Svi su staleži kao članovi naroda ravnopravni, te ni jedan ne može imati nikakvih preimućstva na štetu drugih staleža. Stoga osuđujemo borbu klasa, a u skladu interesa nalazimo uslov napretku i razvoju čitavoga naroda.“

Prije svega moramo napomenuti, da nema ni govora o kakovom federativnom uređenju kraljevine S. H. S. i da se u kraljevini S. H. S. ne može revizija ustava sprovesti parlamentarnim putem. Drugo, ako se iskreno misli na široke mase seljaštva, onda se mora agrarna reforma sprovesti do u najsitnije tačine, u korist siromašnih slojeva seljaštva, a na štetu velikog posjeda, bez ikakvih odšteta. Treće, da nije dosta osigurati radnicima udoban život i uslove za njihov rad, nego je radnička klasa, kao klasa najnaprednijega dijela naroda voljna, da sama određuje sebi zakone, da sama vodi kontrolu nad produkcijom, da sama određuje način svoje kulture i da ona sama kao klasa osobno sudjeluje u neposrednoj upravi svoje države. Konačno četvrto, da nije moguće istodobno osuđivati preimućstvo i klasnu borbu. Ako se osuđuje preimućstvo bogataša onda se mora potpomagati klasna borba, a ako se osuđuje klasna borba onda se mora istupati za preimućstvo kapitalista. Drugačije bismo govorili onda, kada bi zaista bilo ispravno, „da su svi staleži kao članovi naroda ravnopravni,“ što je moguće samo u jednom besklasnom društvu, u kojem ne može biti ni govora o kakovoj klasnoj borbi.

Ako uzmemo sve to u obzir, onda moramo priznati, da novoosnovani „Hrvatski Narodni Federalistički Savez“ nije dao ozbiljne dokaze da on iskreno misli o federalizmu. Bez sumnje, da se ne može onda iz toga povući niti pravilan zaključak za provedbu jedne federativno uređene države.

Da se postigne „Svez Federativnih Slobodnih Republika“ ne samo za državu S. H. S. nego i za čitavi Balkan, kao što to mi propovijedamo, jeste moguće samo onda, ako tu borbu vode radničke i seljačke mase, ako se te mase organizuju u svoju revolucionarnu partiju i u svojim sindikatima, ako te mase stupe u međusobnu usku vezu sa radnicima i seljacima drugih zemalja, jer se interesi radnika i seljaka jedne zemlje poklapaju sa interesima radničkim i seljačkim drugih zemalja. Narodna inteligencija mora da se pokori interesima većine, u ovom slučaju, interesima radnika i seljaka, a ni u kojem slučaju ne smije inteligencija iskoriscavati nezadovoljstvo potlačenih radnika i seljaka u svoje vlastite svrhe.

„Savez Federativnih Slobodnih Republika“ na Balkanu garantuje nam međunarodni mir. Prema tome se moramo boriti protivu monarhije, militarizma i apsolutizma. Ta se borba mora voditi ne samo legalnim sredstvima, nego po potrebi i ilegalnim.

Nosioci „Federativnih Slobodnih Republika“ jesu radnici i seljaci, stoga nam mora da bude to jasno, da se treba sprovesti potpuna agrarna reforma, bez ikakvih odšteta, podjela zemlje, tvornice moraju stajati pod oštrom kontrolom radnika, radnički sindikati moraju neposredno sudjelovati u upravi države.

„Savez Federativnih Slobodnih Republika“ sačinjavaju svi narodi na Balkanu sa istim pravima i istim dužnostima. Stoga se mora potpomagati svaki nacionalno-revolucionarni pokret na Balkanu, koji se vodi za oslobodjenje od srpskog, bugarskog, rumunjskog i grčkog imperijalizma, jer jedino oslobodjeni narodi mogu biti članovima „Saveza Federativnih Slobodnih Republika“ na Balkanu.

M. Sarajić